TABLE ANALYTIQUE

ANNÉE 1948

A

ABBAS FERHAT, Constantine.

Voy. : AIDE AUX POPULATIONS ÉPROUVÉES, § 4.

ABDESSELAM, Alger.

Voy. : ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, XVII, §§ 11 et 14. — DÉCRET RÉGNIER, § 1. — JUSTICE, I, § 1, VI, §§ 1, 2, IX, § 1. — LOCAUX, LOGEMENT, §§ 10, 11, 12, 13.

ACCORDS COMMERCIAUX ET ECONOMIQUES

1. Proposition de résolution présentée par MM. Baretaud, Cianfarani, Rosfelder et les membres du groupe union métropole outre-mer, tendant à surseoir à tout accord d'union économique et douanière entre la France et l'Italie avant consultation et avis préalable, à intervenir en temps utile, de l'Assemblée de l'Union française, n° **22** (p. 44). — Rapport de M. Estèbe, n° **91** (p. 81). — Rapport de M. Rosfelder, n° **131** (p 167).

2. Proposition présentée par M. Aubert, au nom de la commission des affaires économiques, tendant à inviter le Gouvernement: 1° à reviser les accords commerciaux franco-italiens et franco-espagnols et, en particulier, à surseoir à l'application de ces derniers, en ce qui concerne les agrumes, au moins jusqu'à la date du 15 février 1949, qui a été prévue de concert par les représentants qualifiés des organisations intéressées des deux pays; 2° à procéder d'urgence à une étude approfondie sur la compression possible des charges multiples dont est grevé le commerce des produits algériens, sans que ces mesures puissent porter préjudice aux producteurs et à tous les travailleurs intéressés par la prospérité de l'agrumiculture, n° **467** (p. 482). — Rapport de M. Rosfelder, n° **472** (p. 484).

AERONAUTIQUE CIVILE. — Proposition présentée par le groupe des indépendants d'outre-mer, tendant à inviter le Gouvernement à transférer au Ministre des travaux publics, des transports et du tourisme les attributions précédemment dévolues au Ministre de la France d'outre-mer, en ce qui concerne la délivrance, le renouvellement et le retrait des brevets et des licences ainsi que l'organisation du service médical du personnel navigant de l'aéronautique civile dans les territoires d'outre-mer de l'Union française, n° **347** (p. 375). — Rapport de M. le général Plagne, n° **457** (p. 472).

AFFAIRES CULTURELLES. — CULTURE. — Voy.: ENSEIGNEMENT, §§ 8 et 9.

AFRIQUE EQUATORIALE FRANÇAISE. — Voy.: ASSEMBLÉES REPRÉSENTATIVES, §§ 2, 10, 16. — AUTONOMIE ADMINISTRATIVE. — CODE DU TRAVAIL, § 3. — DROITS FONCIERS ET FORESTIERS, § 1. — ECOLE SUPÉRIEURE D'ADMINISTRATION. — EMISSION, § 5. — ELECTIONS, V. — ENSEIGNEMENT, §§ 2, 4, 5. — EQUIPEMENT, § 10. — EXPORTATIONS, § 1. — JUSTICE (MAGISTRATS MUSULMANS). — LOCAUX, §§ 4, 11. — MARINE MARCHANDE (NAVIRES, FRET). — OR, § 2. — ORGANISATION MUNICIPALE, §§ 2, 3, 5. — SOCIÉTÉS INDIGÈNES DE PRÉVOYANCE, §§ 1, 2. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, § 2.

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE. — Voy.: AGRICULTURE, II, § 1. — AGRICULTURE, X. — ASSEMBLÉES REPRÉSENTATIVES, §§ 2, 7, 10, 15. — CHAMBRES DE COMMERCE, § 2. — CHEMINS DE FER, § 1. — CODE DU TRAVAIL, § 3. — ECOLE SUPÉRIEURE D'ADMINISTRATION. — ELECTIONS, V. — EMISSION, §§ 2, 7. — ENSEIGNEMENT, §§ 2, 4, 5. — EXPROPRIATION. — JUSTICE, V. — LOCAUX, §§ 8, 9, 12. — MARINE MARCHANDE, IV. — OR, § 2. — ORGANISATION MUNICIPALE, §§ 1, 2, 5. — SOCIÉTÉS INDIGÈNES DE PRÉVOYANCE, § 2. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, § 2.

AGENTS GENERAUX D'ASSURANCES. — Proposition présentée par M. Th. Thémia et les membres du groupe M. R. P., tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux nouveaux départements d'outre-mer l'application du statut des agents généraux d'assurances, n° **175** (p. 192). — Rapport de M. Razac, n° **276** (p. 304).

AGRICULTURE

I. — **Agronomie tropicale.** — Proposition de résolution présentée par M. Lhuillier, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi créant un institut national d'agronomie tropicale, n° **237** (p. 265). — Rapport de M. Lhuillier, n° **357** (p. 379).

II. — **Arachides.**

1. Proposition présentée par M. Aubert au nom de la commission des affaires économiques, tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures utiles pour assurer une répartition équitable des graines d'arachide de l'A. O. F. (récolte 1947-1948) entre l'industrie métropolitaine et celle des territoires d'outre-mer, n° **40** (p. 50). — Rapport de M. Gueye Momar Djim, n° **133** (p. 168).

2. Proposition présentée par M. Gueye Momar Djim et les membres du groupe socialiste S. F. I. O., tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le prix d'achat des arachides aux producteurs sénégalais et à porter ce prix de 7 à 15 francs, n° **90** (p. 81). — Rapport de M. Schmitt, n° **136** (p. 169).

III. — **Bananes.** — Proposition présentée par MM. Donnat, d'Arboussier, Coulibaly, Léon et les membres du groupe communiste et apparentés et du rassemblement démocratique africain, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour que soient modifiées, dans les territoires du Cameroun et de la Guinée: 1° la composition de l'organisme de répartition des bananes fraîches; 2° la répartition entre les groupements du tonnage disponible sur chaque navire, n° **207** (p. 242). — Rapport de M. Egretaud, n° **364** (p. 387).

IV. — **Congés payés.** — Demande d'avis présentée par M. le Président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi, formulée par MM. Lero, Sablé, André Baret, Colardeau et les membres du groupe communiste et apparentés, Conseillers de la République, tendant à rendre applica-

bles aux travailleurs des professions agricoles des départements d'outre-mer, les dispositions législatives relatives aux congés payés, n° **272** (p. 301). — Rapport de M. Piot, n° **355** (p. 379). — Avis de la commission des affaires sociales, présenté par M. Borrey, n° **366** (p. 389).

V. — **Cultures vivrières.**

1. Proposition de résolution présentée par MM. Cazelles, Camprasse, Bourgarel et les membres du groupe socialiste S.F.I.O. et apparentés, tendant à inviter l'Assemblée nationale à prendre des mesures en vue d'améliorer le ravitaillement des populations des départements créés par la loi du 19 mars 1946 par des mesures destinées à encourager la culture vivrière, n° **299** (p. 321). — Rapport de M. Cazelles, n° **470** (p. 483).

2. Demande d'avis présentée par M. le Président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Valentino et des membres du groupe socialiste, députés, tendant à améliorer le ravitaillement des populations des départements créés par la loi du 19 mars 1946 par des mesures destinées à encourager la culture vivrière, n° **378** (p. 401). — Rapport de M. Cazelles, n° **470** (p. 483).

VI. — **Elevage.** — Proposition présentée par M. Touré et les membres du groupe des indépendants d'outre-mer, tendant à demander au Gouvernement d'apporter au service technique de la Guinée française toutes améliorations utiles permettant de favoriser l'élevage des animaux de races bovine, ovine et caprine et les industries animales, n° **189** (p. 219). — Rapport de M. Saïdou Djermakoye, n° **349** (p. 376).

VII. — **Equipement.**

1. Proposition présentée par M. D. Cianfarani et les membres du groupe union métropole-outre-mer, tendant à équiper l'économie agricole de l'Algérie de 3.000 tracteurs, 20.000 charrues, 1.000 moissonneuses-batteuses, à répartir sur un plan d'équipement de trois ans (septembre 1948 à septembre 1951), n° **243** (p. 268). — Rapport de M. Rosfelder, n° **365** (p. 388). — Avis de la commission du plan, de l'équipement et des communications, présentée par M. Cianfarani, n° **386** (p. 407). — Avis de la commission des affaires économiques, présenté par M. P. Hénault, n° **394** (p. 428).

2. Proposition par M. Touré et les membres du groupe des indépendants d'outre-mer, tendant à inviter le Gouvernement: 1° à améliorer en Guinée française le système fiscal agricole; 2° à financer les entreprises privées françaises d'intérêt national nécessitant un important investissement ; 3° à accorder, en attendant leur équipement, en outillages agricoles modernes, à tout planteur autochtone, des crédits agricoles, qui leur sont actuellement indispensables pour continuer leur entreprise en voie de péricliter, n° **185** (p. 217).

VIII. — **Forêts.** — Demande d'avis présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de loi, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, instituant un fonds forestier d'outre-mer, n° **417** (p. 444).

IX. — **Maïs de semence.**

1. Proposition présentée par MM. Piot, Duqueroix, Damongo dit Dadet, Mignot et les membres du groupe communiste et apparentés et du groupe du rassemblement démocratique africain, tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'urgence pour fournir aux producteurs agricoles de la Réunion du maïs de semence, n° **37** (p. 49). — Rapport de M. Piot, n° **68** (p. 61). — Avis de la commission des affaires économiques, présenté par Mlle Allemandi, n° **69** (p. 61).

2. Demande d'avis présentée par M. le Président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de résolution présentée par MM. Ninine, Defferre, Emmanuel Very, Valentino, Silvandre et les membres du groupe socialiste, députés, tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'urgence en vue de fournir aux producteurs agricoles de la Réunion du maïs de semence, n° **236** (p. 264). — Rapport de M. Duqueroix, n° **284** (p. 309).

X. — **Réserves.** — Proposition de résolution présentée par MM. Boubou Hama, d'Arboussier, Mamadou Coulibaly, Dadet, Léon Duqueroix, Donnat, Joannin, et les membres du groupe du rassemblement démocratique africain et les membres du groupe communiste et apparentés, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi supprimant pour tous les territoires de l'Afrique Occidentale Française, l'obligation de constituer des greniers dits de réserves, de disette ou de soudure, n° **71** (p. 62). — Rapport de M. Gueye Momar Djim, n° **97** (p. 85).

XI. — **Riz.** — Proposition présentée par M. Touré et les membres du groupe des indépendants d'outre-mer, tendant à demander au Gouvernement de créer en Guinée française des stations expérimentales pour la culture du riz et d'apporter aux autochtones l'aide financière permettant d'intensifier la culture des oléagineux en Afrique Noire, n° **191** (p. 220). — Rapport de M. Lhuillier, n° **337** (p. 353).

XII. — **Secteurs d'amélioration rurale.** — Proposition de résolution présentée par MM. Cazelles, Bégarra, Piéri, Lechani, Belabed, Alduy, Chekkal Daho et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à inviter la commission de l'agriculture à désigner une mission chargée d'étudier en Afrique du Nord, l'installation, le fonctionnement et le développement des S. A. R. (Secteurs d'amélioration rurale), en vue de l'extension ultérieure de ceux-ci en Afrique Noire, n° **471** (p. 484).

XIII. — **Secours mutuel agricole.** — Voy.: SOCIÉTÉS INDIGÈNES DE PRÉVOYANCE.

XIV. — **Statut du fermage.**

1. Proposition présentée par MM. Piot, Duquéroix, Boubou Hama, Joannin et les membres du groupe communiste et apparentés et du rassemblement démocratique africain, tendant à inviter le Gouvernement à appliquer aux départements français de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française, l'ordonnance du 4 décembre 1944 relative aux commissions paritaires compétentes pour statuer sur les contestations entre bailleurs et preneurs de baux à ferme, l'ordonnance du 17 octobre 1945 relative au statut du fermage et du métayage, certains articles du code civil et de la loi du 18 juillet 1889 sur le code rural (Titre IV. — Bail à colonat partiaire) et la loi n° 46-682 du 13 avril 1946 qui leur porte modification, n° **145** (p. 171). — Rapport de M. Vauthier, n° **305** (p. 326). — Annexes au rapport de M. Vauthier, n° **305** et **306** Annexes (p. 327).

2. Demande d'avis présentée par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi formulée par MM. Lero, Sablé, Adrien Baret, Colardeau et les membres du groupe communiste et apparentés, Conseillers de la République, tendant à appliquer aux départements d'outre-mer la loi du 13 avril 1946 relative au statut du fermage et du métayage et les textes qu'elle a modifiés, n° **261** (p. 289). — Rapport de M. Vauthier, n° **306** (p. 327). — Rapports annexes de M. Vauthier, n°s **305** et **306** Annexes (p. 327).

3. Demande d'avis présentée par M. le président de l'Assemblée nationale sur la proposition de loi de Mlle Archimède, MM. Girard, Césaire, Bissol et des membres du groupe communiste et apparentés, députés, tendant à appliquer aux départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion, la législation métropolitaine relative au fermage et au métayage, n° **269** (p. 295). — Rapport de M. Vauthier, n° **306** (p. 327). — Rapports annexes de M. Vauthier, n°s **305** et **306** Annexes (p. 327).

AHMED KOTOKO, Tchad.

Voy.: EQUIPEMENT, § 10.

AIDES AUX POPULATIONS EPROUVEES

1. Proposition de résolution présentée par M. Piot et les membres du groupe communiste, du rassemblement démocratique africain et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à attribuer une aide urgente à la population de la Réunion éprouvée par un violent cyclone, dans la nuit du 26 au 27 janvier 1948, n° **13** (p. 24).

2. Proposition présentée par M. Maurice Bichon, tendant à inviter le Gouvernement à faire mettre à la disposition du ministre de la France d'outre-mer un crédit de 300 millions de francs et du matériel de reconstruction (en particulier ciment et tôles), en faveur des victimes des cyclones du 25 au 28 janvier et du 14 mars 1948 en Nouvelle-Calédonie, n° **171** (p. 190).

3. Proposition présentée par MM. Barbé et Piot et les membres du groupe communiste et apparentés et du rassemblement démocratique africain, tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux sinistrés du cyclone du 27 janvier 1948 à la Réunion la réparation intégrale des dommages subis s'élevant à 4 milliards 500 millions de francs métropolitains, n° **184** (p. 216). — Rapport de M. Curabet, n° **212** (p. 244).

4. Proposition présentée par M. Ferhat Abbas, tendant à inviter le Gouvernement à réparer les torts matériels subis par les familles musulmanes et françaises lors des événements du 8 mai 1945 et les jours suivants en Algérie, n° **252** (p. 275).

5. Proposition présentée par MM. Camprasse, Bourgarel et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à venir d'urgence en aide à la population pointoise, pour la seconde fois sinistrée, n° **290** (p. 316).

6. Proposition présentée par M. Maurice Bichon et les membres du groupe union métropole-outre-mer, tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux sinistrés des cyclones et inondations du 25 au 28 janvier et du 14 mars 1948 en Nouvelle-Calédonie, la réparation totale des dommages évalués à 320 millions de francs métropolitains, n° **297** (p. 320). — Rapport de M. Curabet, n° **354** (p. 378).

7. Proposition présentée par MM. Bégarra, Bélabed, Chekkal Daho, Lechani, Piéri et les membres du groupe socialiste S.F.I.O. et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention de cinquante millions en vue de secourir les sinistrés d'Algérie victimes des dernières inondations, et, en particulier, ceux

de Sainte-Barbe-du-Tlélat (département d'Oran). n° **420** (p. 445). — Rapport de M. Ebédé, n° **433** (p. 449).

ALCOOLISME. — Proposition de résolution présentée par M. Paul Catrice et les membres du groupe M.R.P., tendant à inviter l'Assemblée nationale à soumettre, pour avis, à l'Assemblée de l'Union française, les projets de loi sur l'alcoolisme dans les territoires d'outre-mer, n° **489** (p. 494).

ALDUY, A. N.

Voy.: ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, V, § 4; VIII, § 1, 2, 3. — FILM. — HAUT CONSEIL, § 2.

ALGERIE. — Voy.: ACCORDS COMMERCIAUX, 2. — AGRICULTURE, VII, § 1. — AIDE AUX POPULATIONS ÉPROUVÉES, § 4 et 7. — DÉCRET RÉGNIER. — ELECTIONS, I. — ENSEIGNEMENT, § 3. — MARINE MARCHANDE, III. — MISSIONS D'INFORMATION, § 1. — ORGANISATION MUNICIPALE, § 6. — PENSIONS, § 1. — PRESTATIONS FAMILIALES, § 3. — RÉSEAU ROUTIER. — SÉCURITÉ SOCIALE, § 1, 2. — TAXE SUR LES VOYAGEURS.

Mlle ALLEMANDI, A. N.

Voy.: AGRICULTURE, IX.

ALLOCATIONS FAMILIALES. — Voy.: PRESTATIONS FAMILIALES.

ALLOCUTION. — Allocution prononcée par M. Laurent-Eynac, Vice-Président de l'Assemblée de l'Union française, adressant le salut de l'Assemblée de l'Union française à une délégation parlementaire britannique, n° **132** (p. 167).

AMNISTIE. — Voy.: JUSTICE I.

ANCIENS COMBATTANTS.

1. Proposition de résolution présentée par MM. Coulibaly Mamadou, Thévenin, d'Arbousier Gabriel, Boubou Hama, Léon Robert, Damongo, dit Dadet, et les membres du groupe du rassemblement démocratique africain et du groupe communiste et apparentés, invitant l'Assemblée nationale à étendre l'application de toutes les mesures prévues pour les anciens combattants et victimes de la guerre et aux anciens militaires et pensionnés d'origine française aux mêmes catégories sociales originaires des pays et territoires d'outre-mer, n° **12** (p. 24). — Rapport de M. Coulibaly, n° **28** *bis* (p. 47).

2. Proposition de résolution présentée par MM. Soppo Priso, Ebédé, Gueye Momar Djim, Darlan, Diop Babakar, Bourgarel, Ya Doumbia et les membres du groupe socialiste S.F.I.O. et apparentés, tendant à créer en Afrique française noire une institution nationale des invalides de la France d'outre-mer, n° **173** (p. 191). — Rapport de Mme Malroux, n° **232** (p. 261).

3. Proposition présentée par MM. Bégarra, Camprasse, Darlan, Djim Momar Gueye, Ebédé, Lapart, Tétau et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à créer une section du combattant de l'Union française au ministère des anciens combattants et victimes de la guerre et des sections correspondantes dans les départements, pays et territoires d'outre-mer, n° **217** (p. 246).

Max ANDRE, C. R.

Voy.: ASSSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, III.

ANTONINI, C. R.

Voy.: ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, XVII, § 9. — COTON. — DROITS FONCIERS, § 2. — EXPROPRIATION. — F. I. D. E. S., §§ 3, 4. — LOCAUX, LOGEMENTS, §§ 5, 6, 7, 8, 9. — MESURES MONÉTAIRES, § 6. — PLAN MARSHALL, § 3.

ARACHIDES. — Voy.: AGRICULTURE, II.

D'ARBOUSSIER, Côte d'Ivoire.

Voy.: ASSEMBLÉES REPRÉSENTATIVES, §§ 1, 2, 6, 7, 10, 15, 16 — CONGRÈS DU R. D. A. — DISCRIMINATIONS RACIALES, § 1. — ELECTIONS, II, IV, § 1; V. — FISCALITÉ, § 2. — OR, §§ 2, 3. — ORGANISATION MUNICIPALE, § 2. — RÉMUNÉRATION AUX PRODUCTEURS.

ARMEE. — Voy.: DÉFENSE DE L'UNION FRANÇAISE.

ARNAULT, A. N.

Voy.: MISSIONS D'INFORMATION, § 1. — VOYAGE DU PRÉSIDENT DE L'UNION FRANÇAISE, § 2.

ASSEMBLEE NATIONALE. — Voy.: ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, I. — ELECTIONS, II.

ASSEMBLEES REPRESENTATIVES.

1. Proposition de résolution présentée par MM. d'Arboussier, Barbé, Boubou Hama, Léon Robert, Coulibaly et les membres du groupe du rassemblement démocratique africain et du groupe communiste et apparentés, tendant à inviter l'Assemblée Nationale à soumettre à l'avis de l'Assemblée de l'Union française tous les projets et propositions de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition et la compétence des assemblées locales des territoires d'outre-mer dont elle a été saisie, n° **5** (p. 19). — Rapport de M. Barbé, n° **7** (p. 22).

2. Demande d'avis présentée par M. le Président de l'Assemblée Nationale, sur la proposition de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence du conseil général des territoires composant l'Afrique Occidentale Française et l'Afrique Equatoriale Française, présentée par MM. Houphouet-Boigny, Coulibaly Ouezzin, Kaboret Zinda, Mamadou Konaté, Hamani Diori, Apithy, Félix-Tchicaya, Aku, Martine, Marc Dupuy, Lozeray, Gosnat, Jean Guillon, Girard et Mlle Archimède (députés), n° **100** (p. 86). — Rapport de M. d'Arboussier, n° **343** (p. 358).

3. Demande d'avis présentée par M. le Président de l'Assemblée Nationale, sur la proposition de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence du Conseil général de la Côte française des Somalis, présentée par MM. Martine, Houphouet-Boigny, Coulibaly Ouezzin, Kaboret Zinda, Mamadou Konate et les membres du groupe communiste et apparentés (députés), n° **101** (p. 91). Rapport de Mlle Autissier n° **391** (p. 414).

4. Demande d'avis présentée par M. le Président de l'Assemblée Nationale, sur la proposition de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des Assemblées représentatives du Togo et du Cameroun, présentée par MM. Aku, Houphouet-Boigny, Coulibaly Ouezzin, Kaboret Zinda, Mamadou Konate, et les membres du groupe communiste et apparentés (députés), n° **102** (p. 95). Rapport de M. Soppo Priso, n° **392** (p. 419).

5. Demande d'avis présentée par M. le Président de l'Assemblée Nationale, sur la proposition de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence de l'Assemblée représentative de Madagascar, présentée par MM. Ravoahangy, Rabemananjara, Marc Dupuy, Lozeray, Damba Sano et les membres du groupe communiste et apparentés (députés), n° **103** (p. 99).

6. Demande d'avis présentée par M. le Président de l'Assemblée Nationale, sur la proposition de loi tendant à organiser dans les territoires d'outre-mer les assemblées locales, présentée par MM. Lamine-Gueye, Yacine Diallo, Deffere, Ninine, Senghor, et les membres du groupe socialiste (députés), n° **104** (p. 103). — Rapport de M. d'Arboussier, n° **343** (p. 358).

7. Demande d'avis présentée par M. le Président de l'Assemblée Nationale, sur la proposition de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des conseils généraux des territoires de l'Afrique occidentale française, présentée par MM. Boisdon, Boganda, Aujoulat, Duveau, Laurelli et les membres du groupe du mouvement républicain populaire (députés), n° **105** (p. 106). — Rapport de M. d'Arboussier, n° **343** (p. 358).

8. Demande d'avis présentée par M. le Président de l'Assemblée Nationale, sur la proposition de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence du Conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, présentée par M. Colardeau, les membres du groupe d'union républicaine et résistante pour l'Union française et les membres du groupe communiste (conseillers de la République), n° **106** (p. 109).

9. Demande d'avis présentée par M. le Président de l'Assemblée Nationale, sur la proposition de loi relative au mode d'élection des Assemblées provinciales et de l'Assemblée représentative pour Madagascar, présentée par MM. Castellani, Malbrant, Bayrou, Gervolino et les membres du groupe de l'union démocratique et socialiste de la résistance (députés), n° **107** (p. 113).

10. Demande d'avis présentée par M. le Président de l'Assemblée Nationale, sur la proposition de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des conseils généraux des territoires de l'Afrique française (A. O. F., A. E. F., Cameroun, Togo), présentée par MM. Devinat, Castellani, Caillavet, Malbrant, Bayrou et les membres du rassemblement des gauches républicaines (groupe de l'union démocratique et socialiste de la résistance), (groupe républicain radical et radical-socialiste) (députés), n° **108** (p. 118). — Rapport de M. d'Arboussier, n° **343** (p. 358).

11. Demande d'avis présentée par M. le Président de l'Assemblée Nationale, sur la proposition de loi tendant à instituer une Assemblée représentative territoriale dans l'archipel des Comores, présentée par M. Saïd Mohamed Cheikh (député), n° **109** (p. 119). — Rapport de M. Boussenot, n° **393** (p. 423).

12. Demande d'avis présentée par M. le Président de l'Assemblée Nationale, sur le projet de loi fixant le régime électoral, la composition et la compétence d'une Assemblée représentative territoriale à Saint-Pierre et Miquelon, n° **110** (p. 123).

13. Demande d'avis présentée par M. le Président de l'Assemblée Nationale, sur le projet de loi instituant une Assemblée représentative territoriale au Togo, n° **111** (p. 128). — Rapport de M. Soppo Priso, n° **392** (p. 419).

14. Demande d'avis présentée par M. le Président de l'Assemblée Nationale, sur le projet de loi instituant une Assemblée représentative territoriale au Cameroun, n° **112** (p. 131). — Rapport de M. Soppo Priso, n° **392** (p. 419).

15. Demande d'avis présentée par M. le Président de l'Assemblée Nationale, sur le projet de loi instituant des Assemblées représentatives territoriales en Afrique occidentale française, n° **113** (p. 134). — Rapport de M. d'Arboussier, n° **343** (p. 358).

16. Demande d'avis présentée par M. le Président de l'Assemblée Nationale, sur le projet de loi instituant des Assemblées représentatives territoriales en Afrique équatoriale française, n° **114** (p. 137). — Rapport de M. d'Arboussier n° **343** (p. 358).

17. Demande d'avis présentée par M. le Président de l'Assemblée Nationale, sur le projet de loi fixant le régime électoral, la composition et la compétence d'une Assemblée représentative territoriale à la Côte française des Somalis, n° **115** (p. 140). — Rapport de Mlle Autissier, n° **391** (p. 414).

18. Demande d'avis présentée par M. le Président de l'Assemblée Nationale, sur le projet de loi instituant une Assemblée représentative territoriale dans l'archipel des Comores, n° **116** (p. 145). — Rapport de M. Boussenot, n° **393** (p. 423).

19. Demande d'avis présentée par M. le Président de l'Assemblée Nationale, sur le projet de loi fixant le régime électoral, la composition et la compétence d'une Assemblée représentative territoriale à la Nouvelle-Calédonie, n° **117** (p. 148).

20. Demande d'avis présentée par M. le Président de l'Assemblée Nationale, sur le projet de loi fixant le régime électoral, la composition et la compétence d'une Assemblée représentative territoriale dans les Etablissements français de l'Océanie, n° **118** (p. 151). — Rapport de M. Cortinchi, n° **374** (p. 394).

20 *bis*. Demande d'avis présentée par M. le Président de l'Assemblée Nationale sur le projet de loi (A. N. n° 1421 de 1947) fixant le régime électoral, la composition et la compétence d'une Assemblée représentative territoriale et d'Assemblées provinciales à Madagascar, n° **119** (p. 487). — Ce document n'a pas été imprimé.

21. Proposition présentée par M. Antoine Darlan et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 1er du décret du 25 octobre 1946, portant organisation d'assemblées locales en Afrique équatoriale française, en ce qui concerne l'Oubangui-Chari, n° **137** (p. 169). — Cette proposition a été retirée le 13 avril 1949.

22. Proposition de résolution présentée par M. H.-G. Gaignard et les membres du groupe M. R. P., tendant à inviter l'Assemblée Nationale à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence de l'Assemblée représentative territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, dénommée Conseil Général, n° **460** (p. 473).

23. Proposition de résolution présentée par M. Maurice Bichon et les membres du groupe union métropole-outre-mer (indépendants), tendant à inviter l'Assemblée Nationale à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence du Conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, n° **495** (p. 496).

ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

I. — **Accès à l'Assemblée Nationale.** — Proposition de résolution présentée par M. Barbé et les membres du groupe communiste et apparentés et du rassemblement démocratique africain, tendant à inviter l'Assemblée Nationale à donner aux Conseillers de l'Union française les mêmes facilités d'accès dans l'enceinte de l'Assemblée Nationale qu'aux Conseillers de la République, n° **81** (p. 65).

II. — **Attributions de l'Assemblée de l'Union française.** — Proposition par MM. Barbé, d'Arboussier et les membres du groupe communiste et apparentés et du rassemblement démocratique africain, tendant à inviter le Gouvernement à appliquer la Constitution en ce qui concerne les attributions de l'Assemblée de l'Union française, n° **218** (p. 247). — Rapport de M. Jacques Mitterrand, n° **268** (p. 294). — Avis de la commission du règlement, présenté par M. Saïdou Djermakoye, n° **279** (p. 306).

III. — **Avis préalable de l'Assemblée de l'Union française.** — Proposition présentée par MM. Max André, Th. Thémia et les membres du groupe du mouvement républicain populaire, invitant le Gouvernement à soumettre à l'Assemblée de l'Union française, pour avis, préalablement à toute discussion devant le Parlement, tous projets et propositions visant expressément les nouveaux départements d'outremer, n° **176** (p. 192). — Rapport de M. Alphonse Juge, n° **254** (p. 275). — Avis de la commission du règlement, présenté par M. Saïdou Djermakoye, n° **279** (p. 306).

IV. — **Commissaires du Gouvernement.** — Proposition présentée par M. Georges Boussenot et les membres du groupe du rassemblement républicain pour le progrès économique et social de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement à désigner des commissaires chargés de suivre, à l'Assemblée de l'Union française, en l'absence des ministres, la discussion des propositions qui lui seraient soumises, n° **9** (p. 22). — Cette proposition a été retirée le 24 novembre 1948.

V. — **Commissions.**

1. Proposition de résolution présentée par M. Pierre Hénault et les membres du groupe union métropole-outre-mer, invitant l'Assemblée à désigner une commission chargée de diffuser les travaux de l'Assemblée de l'Union française, n° **24** (p. 46). — Cette proposition a été retirée le 13 février 1948.

2. Proposition de résolution présentée par MM. Hénault, Ahmed Kotoko, Borrey, Catrice, Delorme, Ebédé, Estèbe, Gervain, Griaule, Gueye Momar Djim, Hazoumé, Ibrahim, Jousselin, Le Brun Kéris, Lhuillier, Momo Touré, Saïdou Djermakoye, Sarraut, Savi de Tové, Soppo Priso, Schleiter, Vivier, J.-C. Périer, Laurent-Eynac, Georges Boussenot, Baretaud et Rosfelder, tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à créer une commission supplémentaire, la commission de la propagande intérieure et extérieure pour l'Union française, n° **85** (p. 67).

3. Proposition de résolution présentée par MM. Raymond Barbé, Gabriel d'Arboussier et les membres du groupe communiste et apparentés et du rassemblement démocratique africain, tendant à réduire de 30 à 20 le nombre de base des membres des commissions de l'Assemblée de l'Union française, n° **187** (p. 218).

4. Proposition de résolution présentée par M. Alduy et Mme Malroux et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à créer une commission provisoire destinée à jeter les fondements d'une politique du cinéma à l'échelle de l'Union française, n° **442**

5. Proposition de résolution présentée par M. Paul Catrice et les membres du groupe du mouvement républicain populaire, tendant à créer à l'Assemblée de l'Union française une commission de la famille, de la santé et de la population, n° **490** (p. 494). — Cette proposition a été retirée le 10 février 1949.

6. Proposition de résolution présentée par MM. Juge, Antonini, Rosfelder, Rosenfeld, Cazelles, Saïdou Issoufou Djermakoye, Mériglier, tendant à modifier l'article 23 de la résolution n° 1 portant règlement de l'Assemblée de l'Union française en vue de permettre le renouvellement annuel des commissions et de leurs bureaux respectifs, n° **503** (p. 504).

VI. — **Commission franco-britannique.** — Proposition de résolution présentée par MM. Bidet, Soppo Priso, Alduy, Rosenfeld et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à obtenir du Gouvernement que l'Assemblée de l'Union française: 1° reçoive des informations sur les travaux de la commission consultative permanente franco-britannique pour les affaires togolaises; 2° soit consultée pour avis, avant toute décision gouvernementale, concernant ces affaires, n° **309** (p. 329). — Rapport de M. Savi de Tové, n° **380** (p. 403).

VII. — **Commission du Pacifique-Sud.** — Proposition présentée par MM. A. Bidet, Alduy, Rosenfeld et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à obtenir du Gouvernement que l'Assemblée de l'Union française: 1° reçoive une documentation officielle sur la création, l'organisation et la mise en train de la commission internationale dénommée « Commission du Pacifique-Sud »; 2° soit tenue au courant des travaux de celle-ci, sur lesquels l'Assemblée peut avoir, selon son rôle, à donner des avis, n° **388** (p. 411). — Rapport de M. Dumas, n° **456** (p. 471).

VIII. — **Conférence coloniale franco-britannique.**

1. Proposition présentée par MM. Estèbe, Hénault et les membres du groupe union métropole-outre-mer, avec demande de discussion d'urgence, invitant le Gouvernement à faire participer à la conférence coloniale franco-britannique une délégation de l'Assemblée de l'Union française, n° **53** (p. 54). — Rapport de M. Boussenot, n° **62** (p. 59). — Deuxième rapport de M. Alduy, n° **63** (p. 59).

2. Proposition présentée par MM. Georges Boussenot, Michel Aubert et les membres du groupe du rassemblement républicain pour le progrès économique et social de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement à saisir, avant toutes décisions, l'Assemblée de l'Union française des questions soumises à la conférence franco-britannique, n° **54** (p. 54). — Rapport de M. Boussenot, n° **62** (p. 59). — Deuxième rapport de M. Alduy, n° **63** (p. 59).

3. Proposition présentée par M. Alduy et les membres du groupe socialiste S. F. I. O., tendant à inviter le Gouvernement à faire connaître ses intentions au sujet des prochaines négociations franco-britanniques sur les échanges africains, n° **55** (p. 55). — Rapport de M. Boussenot, n° **62** (p. 59). — Deuxième rapport de M. Alduy n° **63** (p. 59).

IX. — **Conseil économique.**

1. Rapport par M. Estèbe, au nom de la commission du règlement et de la comptabilité, sur la fixation de la procédure de désignation par l'Assemblée de l'Union

française de cinq délégués au Conseil économique, choisis parmi les candidats présentés par les organismes représentatifs des territoires d'outre-mer, n° **134** (p. 168).

2. Rapport par M. Vendenboomgaërde, au nom de la commission du règlement et de la comptabilité, sur la désignation, par l'Assemblée de l'Union française, de cinq membres du Conseil économique, n° **162** (p. 186).

X. — **Dépenses.**

1. Rapport par M. Cazelles, président de la sous-commission de la comptabilité, au nom de la commission du règlement et de la comptabilité, sur la proposition de résolution portant fixation des dépenses de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1948, n° **195** (p. 221).

2. Rapport par M. Cazelles, président de la sous-commission de la comptabilité, au nom de la commission du règlement et de la comptabilité sur la proposition de résolution tendant à fixer les dépenses de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1949, n° **473** (p. 486).

XI. — **Expulsion de M. Lombardo.** — Proposition présentée par MM. Barbé (Raymond), d'Arboussier (Gabriel), Mlle Autissier (Germaine) et les membres du groupe communiste et apparentés et du rassemblement démocratique africain, tendant à saisir le Gouvernement d'une protestation solennelle de l'Assemblée de l'Union française contre l'expulsion arbitraire de Madagascar de M. le conseiller de l'Union française Raymond Lombardo, avec demande de discussion d'urgence, n° **441** (p. 457). — Rapport de M. Bour, n° **462** (p. 479).

XII. — **Poursuites.**

1. Rapport par M. Joseph Bégarra, au nom de la commission d'instruction, sur une demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Ferhat Abbas, à la requête de M. Hirtz, administrateur des services civils de l'Algérie, chef de l'annexe de Laghouat, n° **94** (p. 83).

2. Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée de l'Union française n° **174** (p. 192). — Rapport de M. Begarra, n° **255** (p. 276).

3. Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée de l'Union française, n° **421** (p. 446).

4. Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée de l'Union française, n° **422** (p. 446). — Rapport de M. Begarra, n° **475** (p. 487).

5. Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée de l'Union française, n° **466** (p. 482). — Rapport de M. G. Monnet, n° **492** (p. 495).

XIII. — **Propositions de l'Assemblée de l'Union française.** — Proposition de résolution présentée par M. Georges Boussenot, Mme Caffot et M. Périer, tendant à inviter le Bureau de l'Assemblée de l'Union française à faire connaître aux auteurs des propositions adoptées par elle, la suite donnée par l'Assemblée nationale et par le Gouvernement à ces propositions, n° **368** (p. 390). — Rapport de M. Boussenot, n° **455** (p. 466).

XIV. — **Régime financier.** — Proposition de résolution présentée par M. Marcel Egretaud et les membres du groupe communiste et apparentés et du groupe du rassemblement démocratique africain, tendant à inviter l'Assemblée nationale à prendre toute disposition utile pour que soit appliqué à l'Assemblée de l'Union française le régime financier et administratif du Conseil de la République, n° **59** (p. 56). — Rapport de M. Rosenfeld, n° **140** (p. 170).

XV. — **Règlement.**

1. Rapport par M. Alfred Bour, au nom de la commission provisoire du règlement, sur les articles 7 *bis*, 44 et 48 et des six derniers titres du projet de règlement n° **6** (p. 19).

2. Proposition de résolution présentée par M. Mignot et les membres du groupe communiste et apparentés et du rassemblement démocratique africain, invitant les commissions de l'Assemblée de l'Union française à prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer l'application loyale du règlement que l'Assemblée s'est unanimement donné, n° **31** (p. 48). — Rapport de M. A. Juge, n° **148** (p. 171).

3. Proposition de résolution présentée par MM. Cazelles, Vivier et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à modifier l'article 23 et l'ensemble du titre 15: « Services et comptabilité de l'Assemblée » de la résolution n° 1 adoptée en séance publique le 29 janvier 1948, portant règlement de l'Assemblée de l'Union française, n° **168** (p. 187). — Rapport de M. Rosenfeld, n° **493** (p. 496).

4. Proposition de résolution présentée par MM. Alphonse Juge, Max André, Alfred Bour, de Péretti, Schmitt, Vendenboomgaërde et les membres du groupe M. R. P., tendant à inviter l'Assemblée à modifier l'article 30 de son règlement n° **282** (p. 308). — Rapport de M. Vendenboomgaërde, n° **387** (p. 410).

5. Proposition de résolution présentée par MM. Cl. Delorme, Juge, Borrey, Hénault, Guyard, Alduy, Cazelles, tendant à compléter l'article 72 du règlement, n° **353** (p. 378). — Rapport de M. Delorme, n° **399** (p. 432).

XVI. — **Travaux des organismes internationaux.** — Proposition présentée par MM. A. Bidet, Alduy, Rosenfeld et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à obtenir du Gouvernement que, pour qu'elle puisse efficacement remplir son rôle constitutionnel, l'Assemblée de l'Union française soit: 1° officiellement informée de tout acte international en relation avec l'Union française; 2° officiellement tenue au courant des travaux des organismes internationaux, permanents ou périodiques, lorsque ces travaux sont du domaine de l'Union française, n° **487** (p. 493).

XVII. — **Validation.**

1. Rapport de M. le général Chevance-Bertin, au nom du 3e bureau sur les opérations électorales de la Guinée concluant à la validation de M. Delmas, n° **52** (p. 54).

2. Avis de la commission d'instruction sur la demande d'invalidation de l'élection de M. Cortinchi, n° **83** (p. 66).

3. Rapport de M. François Schleiter, au nom de la commission d'instruction, sur la demande d'invalidation formulée contre l'élection de M. Cortinchi, n° **83** *bis* (p. 66).

4. Rapport de M. François Schleiter, au nom de la commission d'instruction, sur la demande d'invalidation formulée contre l'élection de M. Di Ould Zein, n° **300** (p. 322). — Avis de la commission d'instruction, n° **346** (p. 375). — Rapport de M. Schleiter, n° **358** (p. 381).

5. Rapport de M. Vendenboomgaërde, au nom du deuxième Bureau, sur l'élection de M. le Général Plagne par l'Assemblée nationale en remplacement de M. Denis, démissionnaire, n° **308** (p. 329).

6. Rapport de M. Guyard, au nom du quatrième Bureau, sur l'élection de M. Armand Viniger par le premier collège du département d'Oran, en remplacement de M. Flinois, démissionnaire, n° **346** *bis* (p. 375).

7. Rapport de M. Jacobson, fait au nom du premier Bureau, sur la validation de la désignation de cinq Conseillers de l'Union française par l'Etat associé du Cambodge, n° **427** (p. 447).

8. Rapport de M. Bichon, fait au nom du deuxième Bureau, sur la validation de l'élection de cinq Conseillers de l'Union française par l'Assemblée nationale, n° **428** (p. 448).

9. Rapport de M. Antonini, fait au nom du deuxième Bureau, sur la validation de l'élection de trois Conseillers de l'Union française par le Conseil de la République, n° **429** (p. 448).

10. Rapport de M. Vivier, au nom du troisième Bureau, sur la validation de la désignation de deux Conseillers de l'Union française par l'Etat associé du Laos, n° **430** (p. 448).

11. Rapport de M. Abdesselam, au nom du troisième Bureau, sur les opérations électorales dans les Etablissements français dans l'Inde, n° **474** (p. 486).

12. Rapport de M. Corval, au nom du deuxième Bureau, sur la validation de l'élection par l'Assemblée nationale de trois Conseillers de l'Union française, n° **499** (p. 503).

13. Rapport de M. Mériglier, au nom du deuxième Bureau, sur la validation de l'élection par le Conseil de la République de deux Conseillers de l'Union française, n° **500** (p. 503).

14. Rapport de M. Abdesselam, au nom du troisième Bureau, sur la validation de la désignation par l'Etat associé du Laos d'un Conseiller de l'Union française, n° **501** (p. 503).

15. Rapport de M. Borrey, au nom du troisième Bureau, sur la validation des opérations électorales dans le territoire de la Haute-Volta, n° **502** (p. 503).

AUBERT, A. N.

Voy.: ACCORDS COMMERCIAUX, § 2. — AGRICULTURE, II, § 1.

Mlle AUTISSIER, C. R.

Voy.: ASSEMBLÉES REPRÉSENTATIVES, § 3, 17. — EXPORTATIONS, § 3. — PLAN MARSHALL, § 1.

AUTONOMIE ADMINISTRATIVE. — Proposition de résolution présentée par MM. Sousatte, Razac, Jousselin, de Peretti, Mme Lefaucheux et les membres du groupe M. R. P., tendant à inviter l'Assemblée nationale à détacher le territoire du Gabon de l'A. E. F. et lui accorder l'autonomie administrative, économique et financière, n° **266** (p. 291).

B

BARBE, A. N.

Voy.: AIDE AUX POPULATIONS ÉPROUVÉES, § 3. — ASSEMBLÉES REPRÉSENTATIVES, § 1. — ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, I, II, V, § 3; XI. — JUSTICE, IV, § 1. — VOYAGE DU PRÉSIDENT DE L'UNION FRANÇAISE, § 2.

BARETAUD, Alger.

Voy.: ACCORDS COMMERCIAUX, § 1.

BEGARRA, Oran.

Voy.: AIDE AUX POPULATIONS ÉPROUVÉES, § 7. — ANCIENS COMBATTANTS, § 3. — ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, XII, § 1, 2, 4. — CODE DU TRAVAIL, § 11. — PENSIONS, § 1. — SÉCURITÉ SOCIALE, § 1.

BICHON, Nouvelle-Calédonie.

Voy.: AIDE AUX POPULATIONS ÉPROUVÉES, § 2 et 6. — ASSEMBLÉES REPRÉSENTATIVES, § 23. — ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, XVII, § 8. — PENSIONS, § 3.

BIDET, A. N.

Voy.: ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, VI, VII, XVI. — CONFÉRENCE DE BOGOTA. — HAUT-CONSEIL, § 1.

BOISDON, A. N.

Voy.: ALLOCUTION, § 1.

BORREY, Niger.

Voy.: AGRICULTURE, IV. — ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, XVII, § 15. — SANTÉ PUBLIQUE, § 4, 7, 8, 9, 10, 11.

BOUBOU HAMA, Niger.

Voy.: AGRICULTURE, X. — ENSEIGNEMENT, CULTURE, § 2. — RÉMUNÉRATION AUX PRODUCTEURS. — VÉTÉRINAIRES AFRICAINS, § 1.

BOUDA, Haute-Volta.

Voy.: EQUIPEMENT, § 11.

BOUR Alfred, A. N.

Voy.: ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, XI, XV, § 1. — ELECTION, II, § 2. — LOCAUX, LOGEMENTS, § 2.

BOUSSENOT, Comores.

Voy.: ASSEMBLÉES REPRÉSENTATIVES, § 11, 18. — ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, IV, VIII, § 1, 2, 3, XIII. — EQUIPEMENT, § 4. — IMMIGRANTS ASIATIQUES. — MISSIONS D'INFORMATION, § 2.

C

CADRES SPECIAUX DE MADAGASCAR. — Proposition présentée par M. Lapart, invitant le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour que soit abrogé, à Madagascar, l'arrêté du 18 juin 1947 portant réorganisation des cadres spéciaux de Madagascar et dépendances, n° **482** (p. 492).

CAMEROUN. — Voy.: AGRICULTURE, III. — ASSEMBLÉES REPRÉSENTATIVES, § 4, 10, 14. — CHAMBRES DE COMMERCE, § 2. — CODE DU TRAVAIL, § 3. — DROITS FONCIERS, § 2. — ECOLE SUPÉRIEURE D'ADMINISTRATION. — ELECTIONS, V. — EMISSION, § 8. — ENSEIGNEMENT, § 2, 4, 5. — INITIATIVES ET ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES. — INTÉRÊTS COMMERCIAUX ET INDUSTRIELS. — JUSTICE, VII, § 2. — JUSTICE, IX. — LOCAUX, § 2. — MARINE MARCHANDE, IV. — MESURES MONÉTAIRES, § 3. — OR, § 2. — ORGANISATION MUNICIPALE, § 2, 5. — SOCIÉTÉS INDIGÈNES DE PRÉVOYANCE, § 2. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, § 2.

CAMPRASSE, Guadeloupe.

Voy.: AIDE AUX POPULATIONS ÉPROUVÉES, § 5. — JUSTICE, VIII, § 1. — RÉGIME LÉGISLATIF. — SCHOELCHER. — VOYAGE DU PRÉSIDENT DE L'UNION FRANÇAISE, § 1.

CARROUE, A. N.

Voy.: SYNDICATS PROFESSIONNELS, § 2.

CARTE GENERALE DES T. O. M. — Proposition présentée par MM. Schmitt, Griaule et les membres du groupe du mouvement républicain populaire, tendant à inviter le Gouvernement à doter l'Institut géographique national du personnel et des moyens matériels nécessaires pour mener à bien l'établissement de la carte générale des territoires d'outre-mer, n° **453** (p. 466).

CATRICE, A. N.

Voy.: ALCOOLISME. — ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, V, § 5. — CODE SOCIAL. — CODE DU TRAVAIL, § 5. — CONFÉRENCE DES CARAÏBES. — ENSEIGNEMENT, § 7. — EQUIPEMENT, § 5. — INSPECTEURS DU TRAVAIL, § 3. — PENSIONS, § 3. — TRAVAILLEURS, I, II. — U. N. E. S. C. O.

CAZELLES, C. R.

Voy.: AGRICULTURE, V, § 1, 2; XII. — ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, X, § 1, 2; XV, § 3.

CHANGE. — Voy.: MESURES MONÉTAIRES.

CHAMBRES DE COMMERCE.

1. Demande d'avis présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, portant organisation d'une chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture au territoire des Comores, n° **249** (p. 271). — Rapport de M. Hénault, n° **397** (p. 430).

2. Demande d'avis présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, relatif à la représentation des intérêts commerciaux, industriels et agricoles au Cameroun, n° **293** (p. 313). — Rapport de M. Giard, n° **379** (p. 401). — Avis de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des pêches, des chasses et des forêts, présenté par M. Guyard, n° **406** (p. 438). — Deuxième rapport de M. Savary n° **451** (p. 462). — Avis de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des pêches, des chasses et des forêts, présenté par M. Ebédé, n° **458** (p. 472).

3. Proposition présentée par MM. Gueye Momar Djim, Alduy, Ebédé Albert et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à réorganiser les catégories et à modifier la répartition des sièges entre les différentes catégories des chambres de commerce, d'agriculture ou d'industrie, en Afrique occidentale française, au Cameroun et au Togo, n° **401** (p. 433).

4. Demande d'avis présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, tendant à fixer les ressources de la chambre de commerce de Pondichéry, n° **411** (p. 441).

CHASSIOT, A. N.

Voy.: OUVRIERS MAROCAINS ET TUNISIENS. — PENSIONS, § 2. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, § 1 et 2.

CHEMINS DE FER.

1. Proposition présentée par M. Gueye Momar Djim et les membres du groupe socialiste S. F. I. O., ayant pour objet d'inviter le Gouvernement à donner d'urgence une solution à la grève des cheminots de l'A. O. F., n° **33** (p. 48).

2. Proposition présentée par M. Schock et les membres du groupe du mouvement républicain populaire, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour achever rapidement le chemin de fer du Mossi et pour ce: 1° pourvoir le réseau Abidjan-Niger en matériel roulant permettant d'assurer un transport minimum de 2.500 tonnes mensuelles d'Abidjan à Bobo Dioulasso; 2° attribution de ciment en priorité pour la fabrication des traverses, n° **404** rectifié (p. 437). — Rapport de M. Schock, n° **446** (p. 459).

CHEVANCE-BERTIN, A. N.

Voy.: ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, XVII, § 1. — DÉFENSE NATIONALE, § 8. — VIET NAM, § 1.

CIANFARANI, Constantine.

Voy.: AGRICULTURE, VII. — ENSEIGNEMENT, § 3. — MARINE MARCHANDE, III. — RÉSEAU ROUTIER ALGÉRIEN. — RETRAITÉS CIVILS ET MILITAIRES. — SÉCURITÉ SOCIALE, § 2. — TAXE SUR LES VOYAGEURS.

CINEMA. — Voy.: A. U. F., V, § 4 et FILMS FRANÇAIS.

CITE DE L'UNION FRANÇAISE. — Proposition présentée par M. Pierre Hénault et les membres du groupe union métropole-outre-mer, demandant à M. le Ministre de la France d'outre-mer d'étudier d'urgence en accord avec le Gouvernement la création de la cité de l'Union française, n° **14** (p. 24).

CODE SOCIAL. — Proposition de résolution présentée par M. Paul Catrice, Mlle Le Ber, MM. Corval, Razac, Sousatte et les membres du groupe M. R. P. tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un code social pour les territoires d'outre-mer et les territoires associés relevant du ministère de la France d'outre-mer, n° **340** (p. 487). — Cette proposition qui n'a pas été imprimée a été retirée le 30 juin 1949.

CODE DU TRAVAIL.

1. Demande d'avis présentée par M. le Ministre de la France d'outre-mer, sur le décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer autres que l'Indochine, n° **1** (p. 18). — Rapport de M. Donnat, n° **72** (p. 63).

2. Proposition de résolution présentée par MM. Lombardo, Coulibaly, Donnat et les membres du groupe du rassemblement démocratique africain et du groupe communiste et apparentés, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un « code du travail » à Madagascar, n° **16** (p. 24). *Rectificatif*, n° **437** (p. 453).

3. Proposition de résolution présentée par MM. Donnat, Coulibaly, Damongo dit Dadet et les membres du groupe du rassemblement démocratique africain et du groupe communiste et apparentés, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un « code du travail » dans les territoires de l'A. O. F., de l'A. E. F., du Togo, du Cameroun et de la Côte française des Somalis, n° **17** (p. 34). *Rectificatif*, n° **435** (p. 450).

4. Proposition présentée par Mme Emilienne Moreau, MM. Babakar Diop, Begarra et les membres du groupe socialiste S. F. I. O., tendant sans préjudice de l'élaboration d'un projet de loi destiné à devenir le code du travail définitif de la France d'outre-mer, à inviter le Gouvernement à permettre, sous réserve d'aménagements à prévoir par arrêtés locaux, l'entrée en vigueur sans délai du décret du 17 octobre 1947, instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer, autres que l'Indochine, n° **66** (p. 60).

5. Proposition de résolution présentée par M. Paul Catrice, Mlle Le Ber, MM. Corval, Jousselin, Razac, Sousatte et les membres du groupe M. R. P., tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un code du travail pour les territoires d'outre-mer et les territoires associés dépendant du ministère de la France d'outre-mer, n° **89** (p. 69).

6. Proposition de résolution présentée par MM. Darlan, Gueye Momar Djim, Camprasse, Lapart, Ya Doumbia, Soppo Priso, Savary, Mmes Malroux et E. Moreau et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un code du travail pour les territoires français d'Afrique relevant du ministère de la France d'outre-mer, n° **120** (p. 155).

7. Demande d'avis présentée par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi instituant un code du travail pour les territoires français d'Afrique relevant du ministère de la France d'outre-mer, présentée par MM. Aubame, Defferre, Senghor, Audeguil, Lamine-Gueye, Ninine, Silvandre, Yacine Diallo, Fily Dabo Sissoko, Horma Ould Babana et les membres du groupe socialiste (députés), n° **158** (p. 175).

8. Demande d'avis présentée par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi, portant organisation du régime du travail dans les territoires de l'Union française, présentée par M. Durand-Reville, conseiller de la République, n° **159** (p. 184).

9. Proposition de résolution par MM. Thévenin, Joannin, Coulibaly, Donnat et les membres du groupe communiste et apparentés et du rassemblement démocratique africain, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un « code du travail » en Nouvelle-Calédonie et dépendances, n° **182** (p. 198). *Rectificatif*, n° **436** (p. 451).

10. Proposition de résolution par MM. Thévenin, Joannin, Coulibaly, Donnat et les membres du groupe communiste et apparentés et du rassemblement démocratique africain, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un « code du travail » dans les Etablissements français d'Océanie, n° **183** (p. 207). *Rectificatif*, n° **438** (p. 455).

11. Proposition de résolution présentée par MM. Begarra, Darlan, Rosenfeld et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi abrogeant le décret du 25 novembre 1947 qui reporte à une date ultérieure l'entrée en vigueur du décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine, n° **235** (p. 264). — Rapport de M. Begarra, n° **348** (p. 375).

12. Demande d'avis présentée par M. le Président du Conseil des Ministres, sur le projet de loi, présentée par M. le Ministre de la France d'outre-mer, instituant un code du travail dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer autres que l'Indochine, n° **260** (p. 279).

COLLECTIVITES LOCALES.

1. Proposition de résolution présentée par MM. Lombardo, Barbé, d'Arboussier, Mlle G. Autissier et les membres du groupe communiste et apparentés et du groupe du rassemblement démocratique africain, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi portant organisation des collectivités locales à Madagascar, n° **216** (p. 244).

2. Proposition de résolution présentée par MM. Jousselin, Razac, Sousatte, Griaule et les membres du groupe M. R. P., tendant à inviter l'Assemblée nationale à adopter une loi portant reconnaissance de la personnalité morale des collectivités autochtones, organisation administrative des villages et cantons, création de conseils administratifs et de conseils des collectivités dans les territoires d'Afrique noire, n° **231** (p. 307).

3. Proposition de résolution présentée par MM. Vendenboomgaërde, Razac, Vauthier, Jousselin et les membres du groupe du mouvement républicain populaire, tendant à inviter l'Assemblée nationale à adopter une loi portant réorganisation de collectivités locales et des conseils de districts à Madagascar (archipel des Comores excepté), n° **287** (p. 310).

4. Proposition de résolution présentée par MM. Lapart et les membres du groupe socialiste S. F. I. O., tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi portant organisation des collectivités locales à Madagascar, n° **389** (p. 412).

COMITI, C. R.

Voy.: Marine marchande, III.

COMMISSION FRANCO-BRITANNIQUE. — Voy.: Assemblée de l'Union française, VI.

COMMISSION DU PACIFIQUE-SUD. — Voy.: Assemblée de l'Union française, VII.

COMMISSION SUPERIEURE DE CODIFICATION. — Proposition présentée par Mlle Monique Lafon, MM. d'Arboussier et Thévenin et les membres du groupe communiste et apparentés et du groupe du rassemblement démocratique africain, tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 48-800 du 10 mai 1948, instituant une commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires, de façon à assurer la représentation de l'Assemblée de l'Union française dans cette commission, n° **244** (p. 269). — Rapport de M. Michard-Pellissier, n° **334** (p. 353).

COMMUNES. — Voy.: Organisation municipale.

COMORES. — Voy.: Assemblées représentatives, §§ 11, 18. — Chambre de commerce, § 1er. — Equipement, § 4.

CONFERENCE DE BOGOTA. — Proposition présentée par M. A. Bidet, président de la commission des affaires extérieures, au nom de la commission des affaires extérieures, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour faire face à la situation qui résulte de la décision prise par la Conférence panaméricaine de Bogota, à propos de la question des « colonies européennes de l'hémisphère occidental », n° **229** (p. 259). — Rapport de M. Bidet, n° **247** (p. 270).

CONFERENCE DES CARAIBES. — Proposition de résolution par MM. Paul Catrice et Thémia, tendant à demander à l'Assemblée nationale de rétablir les crédits nécessaires à la prochaine Conférence des Caraïbes, n° **99** (p. 86). — Rapport de M. Le Brun Keris, n° **157** (p. 175).

CONFERENCE COLONIALE FRANCO-BRITANNIQUE. — Voy.: Assemblée de l'Union française, VIII.

CONGRES DU R. D. A. — Proposition présentée par MM. Gabriel d'Arboussier, Raymond Barbé, Charles Nacuson Nignan, Jacques Mitterrand et les membres du rassemblement démocratique africain et du groupe communiste et apparentés, avec demande de discussion d'urgence, invitant le Gouvernement à lever l'interdiction de la tenue du Congrès du rassemblement démocratique africain, prononcée par le Gouverneur de la Haute-Volta, n° **450** (p. 462). — Cette proposition a été retirée le 9 décembre 1948.

CONSEILS GENERAUX. — Voy.: Assemblées représentatives.

CORTINCHI, Soudan.

Voy.: Assemblées représentatives, § 20. — Equipement, § 3. — Or, § 2.

CORVAL, A. N.

Voy.: Assemblée de l'Union française, XVII, § 12. — Justice, I, § 2.

COTE DES SOMALIS. — Voy.: Assemblées représentatives, §§ 3, 17. — Code du travail, § 3. — Locaux, § 10.

COTON. — Proposition présentée par MM. Ibrahim (Babikir), Ahmed Kotoko, Laurin, Lhuillier du groupe du rassemblement républicain, tendant à inviter le Gouvernement à intervenir auprès des autorités administratives de l'Afrique équatoriale française pour le relèvement du prix d'achat du coton-graine aux planteurs africains dans les territoires du Tchad et de l'Oubangui, n° **38** (p. 49). — Rapport de M. Antonini, n° **225** (p. 258).

COULIBALY, Côte d'Ivoire.

Voy.: Anciens combattants, § 1er. — Enseignements, §§ 4, 5. — Justice, I, § 2.

CULTURE VIVRIERE. — Voy.: Agriculture, V.

CURABET, C. R.

Voy.: Aide aux populations éprouvées, §§ 3 et 6. — Emission, §§ 3, 4, 5, 6, 7, 8. — Etat civil.

D

DADET, Moyen-Congo.

Voy.: Défense nationale, § 1er. — Ordre public.

DARLAN, Oubangui.

Voy.: Assemblées représentatives, § 21. — Code du travail, § 6. — Droits de citoyens. — Organisation municipale, § 1er.

DECRET REGNIER.

1. Proposition présentée par MM. Abdesselam, Lakhdari, Lechani, Belabed, Chekkal Daho, tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret du 30 mars 1935 dit décret « Régnier » applicable à l'Algérie, n° **179** (p. 197). — Rapport de M. Abdesselam, n° **192** (p. 220).

2. Proposition par MM. Mignot, Gabriel d'Arboussier, Jacques Arnault et les membres du groupe communiste et apparentés et du groupe du rassemblement démocratique africain, tendant à inviter le Gouvernement à libérer d'urgence les emprisonnés politiques arrêtés lors des élections à l'assemblée algérienne des 4 et 11 avril et à abroger le décret-loi du 30 mars 1935, n° **181** (p. 197). — Rapport de M. Thevenin, n° **278** (p. 305).

DEFENSE DE L'UNION FRANÇAISE.

1. Proposition de résolution présentée par M. Dadet, Mlle Germaine Autissier, MM. Gabriel d'Arboussier, Lombardo et les membres du groupe communiste et apparentés et du rassemblement démocratique

africain, tendant à unifier le statut du soldat de l'Union française, n° **70** (p. 61). — Rapport de M. Denis, n° **224** (p. 257).

2. Proposition présentée par M. Laurent-Eynac et les membres du groupe du rassemblement républicain pour le progrès économique et social de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'Assemblée de l'Union française des projets sur le statut militaire de l'Union française, n° **75** (p. 64). — Rapport de M. Laurent-Eynac, n° **93** (p. 83).

3. Demande d'avis présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de loi sur l'organisation générale de la défense nationale, n° **201** (p. 225). — Rapport de M. Laurent-Eynac, n° **311** (p. 330).

4. Demande d'avis présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de loi sur l'organisation des forces armées, n° **202** (p. 228). — Rapport de M. Schmitt, n° **312** (p. 333).

5. Demande d'avis présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de loi relatif au recrutement des forces armées, n° **203** (p. 230). — Rapport de M. Lévy, n° **341** (p. 355).

6. Demande d'avis présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de loi relatif à la fixation des cadres et effectifs des armées, n° **240** (p. 266). — Rapport de M. Vivier, n° **377** (p. 400).

7. Demande d'avis présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de loi relatif à la durée du service actif dans les forces armées, n° **241** (p. 267). — Rapport de M. Savary, n° **356** (p. 379).

8. Proposition présentée par M. le général Chevance-Bertin et les membres du groupe du rassemblement républicain pour le progrès économique et social de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'Assemblée de l'Union française pour avis en ce qui la concerne, du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1949, n° **443** (p. 458). — Rapport de M. Chevance-Bertin, n° **454** (p. 466).

DELMAS, Guinée.

Voy.: MÉDECINS MILITAIRES. — SOCIÉTÉS COLONIALES.

DELORME, A. N.

Voy.: ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, XV, § 5.

DENIS, A. N.

Voy.: DÉFENSE NATIONALE.

DEVALUATION. — Voy.: MESURES MONÉTAIRES.

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL. — Voy.: EQUIPEMENT.

DEVISES. — Voy.: EXPORTATIONS, § 2

DI OULD ZEIN, Mauritanie.

Voy.: EQUIPEMENT, § 9. — JUSTICE, V. — ORGANISATION MUNICIPALE, § 4.

DISCRIMINATIONS RACIALES.

1. Proposition de résolution présentée par MM. Gabriel d'Arboussier, Raymond Barbé et les membres du groupe du rassemblement démocratique africain et du groupe communiste et apparentés, invitant l'Assemblée nationale à adopter une proposition de loi tendant à réprimer les discriminations raciales dans l'Union française, n° **294** (p. 319).

2. Proposition de résolution présentée par M. Rosenfeld et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, invitant l'Assemblée nationale à adopter une loi tendant à compléter les articles 32 et 33 de la loi du 29 juillet 1881, modifiée par le décret-loi du 21 avril 1939, afin de rendre plus efficace la répression des discriminations raciales dans l'Union française, n° **426** (p. 447).

DONNAT, A. N.

Voy.: AGRICULTURE III. — CODE DU TRAVAIL, § 1, 3. — ENSEIGNEMENT, § 5. — INSPECTEURS DU TRAVAIL, § 1. — JUSTICE, I, § 2.

DROITS FONCIERS ET FORESTIERS.

1. Proposition de résolution présentée par MM. Sousatte, Razac, Jousselin, Catrice, Mme Lefaucheux, Mlle Le Ber et les membres du groupe M.R.P., tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi portant reconnaissance des droits fonciers et forestiers aux autochtones de l'A. E. F., n° **330** (p. 350).

2. Demande d'avis présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, modifiant l'article 6 du décret du 21 juillet 1932 sur la procédure judiciaire en matière de constatation des droits fonciers des indigènes au Cameroun protégés sous mandat français, n° **449** (p. 461). — Rapport de M. Antonini, n° **477** (p. 487).

DROITS DE CITOYENS. — Proposition présentée par MM. Darlan, Ya Doumbia, Di Ould Zein, Bourgarel, Ebédé et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans le plus bref délai les projets de loi fixant les conditions dans lesquelles les ressortissants des territoires d'outre-mer exerceront leurs droits de citoyens, n° **275** (p. 303).

DUMAS, A. N.

Voy.: ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, VII.

DUQUEROIX, C. R.

Voy.: AGRICULTURE, IX, § 2. — LIBERTÉ DE PRESSE ET DE RÉUNION.

E

EBEDE, Cameroun.

Voy.: AIDE AUX POPULATIONS ÉPROUVÉES, § 7. — CHAMBRES DE COMMERCE, § 2.

ECOLE DE MEDECINE DE DAKAR. — Voy.: SANTÉ PUBLIQUE.

ECOLE SUPERIEURE D'ADMINISTRATION. — Proposition de résolution présentée par M. Ya Doumbia et les membres du groupe socialiste S. F. I. O., tendant à inviter le Gouvernement à créer et organiser une école supérieure d'administration de l'Afrique Noire (A. O. F., A. E. F., Cameroun, Togo), n° **27** (p. 46). — Rapport de M. Lechani, n° **87** (p. 68).

EDUCATION DE BASE. — Voy.: ENSEIGNEMENT, § 7.

EGRETAUD, A. N.

Voy.: AGRICULTURE, III. — ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, XIV.

ELECTIONS.

I. — **Assemblée algérienne.** — Voy.: aussi MISSION D'INFORMATION. — Proposition de résolution présentée par M. Lakhdari, tendant à inviter l'Assemblée nationale à revenir sur sa décision créant la circonscription indépendante du Mzab pour les élections à l'Assemblée algérienne, n° **124** (p. 165). — Rapport de M. Vendenboomgaërde, n° **144** (p. 171).

II. — **Assemblée nationale.**

1. Proposition de résolution présentée par MM. d'Arboussier, Barbé, Coulibaly, Léon Robert, Boubou Hama, Dadet et les membres du groupe du rassemblement démocratique africain et du groupe communiste et apparentés, tendant à inviter l'Assemblée Nationale à compléter la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale en ce qui concerne le territoire de la Haute-Volta, n° **4** (p. 18). — Rapport de M. Razac, n° **61** (p. 58).

2. Rapport fait par M. Alfred Bour, au nom de la commission du règlement et de la comptabilité, sur le cas d'un Conseiller de l'Union française élu député de la Haute-Volta, n° **439** (p. 457).

III. — **Assemblée de l'Union française.** — Proposition présentée par MM. Lakhdari, Abdesselam et les membres du groupe union métropole-outre-mer, invitant le Gouvernement à présenter un projet de loi modifiant l'article 12 de la loi du 27 octobre 1946, n° **419** (p. 445).

IV. — **Conseil de la République.**

1. Proposition de résolution présentée par MM. Gabriel d'Arboussier, Jacques Arnault et les membres du groupe du rassemblement démocratique africain et du groupe communiste et apparentés, tendant à inviter l'Assemblée Nationale à soumettre pour avis à l'Assemblée de l'Union française, le projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République, n° **321** (p. 340). — Cette proposition a été retirée le 1er décembre 1948.

2. Proposition présentée par M. Zinsou, Mlle Autissier, MM. Estèbe, Lapart, Périer, tendant à inviter le Gouvernement à surseoir aux élections au Conseil de la République à Madagascar, jusqu'à ce que le collège électoral soit complet et représentatif de l'ensemble de la population autochtone, n° **431** (p. 448). — Rapport de M. Zinsou, n° **440** (p. 457).

V. — **Municipales.** — Proposition de résolution, présentée par MM. d'Arboussier, Barbé, Dadet, Arnault, Boubou Hama, Mamadou Coulibaly, Robert Léon et les membres du groupe du rassemblement démocratique africain et du groupe communiste et apparentés, tendant à inviter l'Assemblée nationale à étendre aux territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun, la loi n° 47-1732 du 5 septembre 1947 fixant le régime général des élections municipales, n° **77** (p. 65). — Rapport de M. Soppo Priso, n° **170** *bis* (p. 190). — Rapport de M. Darlan, n° **228** (p. 259).

ELEVAGE. — Voy.: AGRICULTURE, VI.

EMISSION (Monnaies).

1. Demande d'avis présentée par M. le Président de l'Assemblée Nationale, sur le projet de loi portant réorganisation du régime de l'émission à Madagascar, n° **304** (p. 325). — Rapport de M. Savary, n° **398** (p. 430).

2. Proposition présentée par MM. Gueye Momar Djim, Bourgarel, Alduy et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à créer un Institut d'émission en

Afrique occidentale française pour succéder à la Banque de l'Afrique occidentale, dont le privilège expire le 29 janvier 1949, n° **405** (p. 437).

3. Demande d'avis présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, autorisant la fabrication de pièces divisionnaires pour le territoire des îles Saint-Pierre et Miquelon, n° **412** (p. 442). — Rapport de M. Curabet, n° **434** (p. 449).

4. Demande d'avis présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, concernant l'émission au Togo de jetons métalliques, n° **413** (p. 442). — Rapport de M. Curabet, n° **434** (p. 449).

5. Demande d'avis présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, autorisant la fabrication de pièces divisionnaires pour le territoire de l'Afrique équatoriale française, n° **414** (p. 443). — Rapport de M. Curabet, n° **434** (p. 449).

6. Demande d'avis présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, autorisant la fabrication de pièces divisionnaires pour le territoire de Madagascar, n° **415** (p. 443). — Rapport de M. Curabet, n° **434** (p. 449).

7. Demande d'avis présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, autorisant la fabrication de pièces divisionnaires pour le territoire de l'Afrique occidentale française, n° **416** (p. 443). — Rapport de M. Curabet, n° **434** (p. 449).

8. Demande d'avis présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, concernant l'émission au Cameroun de jetons métalliques, n° **418** (p. 445). — Rapport de M. Curabet, n° **434** (p. 449).

EMPRISONNES POLITIQUES. — Voy.: DÉCRET RÉGNIER, n° **2.**

ENSEIGNEMENT, CULTURE.

1. Proposition présentée par M. Touré et les membres du groupe des indépendants d'outre-mer, invitant le Gouvernement à venir en aide et à faciliter leurs études aux étudiants des pays d'outre-mer, n° **35** (p. 48). — Rapport de M. Gervain, n° **151** (p. 173).

2. Proposition présentée par MM. Boubou Hama, Donnat, Dadet et les membres du groupe communiste et apparentés et du rassemblement démocratique africain, tendant à inviter le Gouvernement à prendre un décret instituant un cadre unique du personnel enseignant du premier degré exerçant dans les territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun, n° **80** (p. 65). — Rapport de Mlle Lafon, n° **127** (p. 166). — Cette proposition a été retirée le 11 mars 1948.

3. Proposition présentée par M. Lechani et les membres du groupe socialiste S. F. I. O., tendant à inviter le Gouvernement à réaliser la fusion des deux enseignements primaires (A et B) d'Algérie et à organiser dans ce pays un enseignement unique, n° **95** (p. 84). — Rapport de M. Cianfarani, n° **152** (p. 174).

4. Proposition présentée par MM. Coulibaly, Donnat, Boubou Hama et les membres du groupe du rassemblement démocratique africain et du groupe communiste et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à prendre un décret plaçant le personnel enseignant exerçant dans les groupes de territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française et dans les territoires du Togo et du Cameroun sous la seule autorité administrative des directeurs ou chefs du service de l'enseignement intéressés, n° **128** (p. 166). — Rapport de Mlle Lafon, n° **314** (p. 336).

5. Proposition présentée par M. Coulibaly, Mlle Monique Lafon, M. Dadet et les membres du groupe du rassemblement démocratique africain et du groupe communiste et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à prendre un décret instituant des « Commissions paritaires administratives » et des « Comités techniques paritaires » auprès des directeurs et chefs de service de l'enseignement des groupes de territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française et des territoires du Togo et du Cameroun, n° **129** (p. 166). — Rapport de M. Donnat, n° **325** (p. 346).

6. Demande d'avis présentée par M. le Président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi, présentée par MM. Senghor, Lamine-Gueye, Aubame, Yacine Diallo, Fily-Dabo Sissoko et les membres du groupe socialiste, députés, tendant à placer l'enseignement dans les territoires d'outre-mer sous le contrôle du Ministère de l'éducation nationale, n° **204** (p. 241). — Rapport de M. Kemajou, n°s **326** et **326** Annexe (p. 347 et 348).

7. Proposition présentée par MM. Paul Catrice, Griaule, Mlle Le Ber, Jousselin et les membres du groupe M. R. P., tendant à demander au Gouvernement d'envisager la réalisation, dans les territoires d'outre-mer, d'une ou plusieurs expériences « d'éducation de base », n° **274** (p. 303).

8. Proposition de résolution présentée par Mlle Le Ber, MM. Hazoumé, Zinsou, Delorme, Estèbe et Jousselin, tendant à demander à l'Assemblée nationale de voter une loi réorganisant l'enseignement dans les territoires d'outre-mer et organisant un conseil supérieur des affaires culturelles, n° **298** (p. 320).

9. Proposition de résolution présentée par MM. Jousselin, Griaule, Sousatte et les membres du groupe M. R. P., tendant à inviter l'Assemblée nationale à adopter une loi instituant des centres de culture locale dans les pays d'outre-mer, n° **352** (p. 377).

EQUIPEMENT.

Voy.: AGRICULTURE, VII.

1. Proposition présentée par MM. René Moreux, Schmitt, Schock et les membres du groupe du mouvement républicain populaire, tendant à augmenter la fraction des moyens d'équipement attribués aux territoires d'outre-mer et, dans ce but, à faire représenter lesdits territoires au sein des organismes fixant la répartition des moyens d'équipement entre la métropole et les territoires d'outre-mer, n° **20** (p. 44). — Rapport de M. Schmitt, n° **121** (p. 164).

2. Proposition présentée par M. Schmitt et les membres du groupe M. R. P., tendant à maintenir au ministère de la France d'outre-mer un organisme de conception, d'obtention des moyens et de contrôle de l'exécution des plans d'équipement social et économique des territoires d'outre-mer, n° **47** (p. 52). — Rapport de M. Gueye Momar Djim, n° **74** (p. 63).

3. Proposition présentée par MM. Guidicello Cortinchi et Louis Delmas et les membres du groupe du rassemblement républicain pour le progrès économique et social de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement à doter les territoires d'outre-mer de matériel mécanique approprié à la transformation des produits vivriers, n° **167** (p. 187).

4. Proposition présentée par M. Georges Boussenot et les membres du groupe du rassemblement républicain pour le progrès économique et social de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement à doter le territoire des Comores de tous les moyens d'ordre économique et administratif nécessaires à son équipement, n° **178** (p. 193). — Cette proposition a été retirée le 2 février 1949.

5. Proposition présentée par MM. l'abbé Catrice, Jacobson, Griaule et les membres du groupe M. R. P., tendant à inviter le Gouvernement à charger un organisme qualifié de l'orientation et du recrutement des techniciens destinés à coopérer aux réalisations du plan de développement social et économique des territoires d'outre-mer, n° **226** (p. 258). — Rapport de M. Sylvestre, n° **315** (p. 336). — Cette proposition a été retirée le 30 juillet 1948.

6. Proposition présentée par MM. Lhuillier, Laurin, Delmas et Giard, tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux territoires d'outre-mer de la zone C. F. A. les devises étrangères nécessaires à l'exécution de leurs programmes d'équipement et de leurs besoins essentiels, n° **333** (p. 352).

7. Proposition présentée par MM. Jacobson, Sylvestre, Thémia, Vauthier et les membres du groupe M. R. P., tendant à inviter le Gouvernement à proposer à l'Assemblée nationale: 1° de modifier le projet de loi n° 4167 concernant le financement des travaux du plan relatif aux départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française et portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits pour l'exercice 1948; 2° de voter d'urgence le projet de loi n° 4167 ainsi réaménagé, n° **339** (p. 355).

8. Proposition présentée par MM. Jacobson, Camprasse, Sylvestre, Thémia et Vauthier, tendant à inviter d'urgence le Gouvernement à proposer à l'Assemblée nationale: 1° de disjoindre, dans le projet de loi n° 4167, les dispositions concernant les crédits destinés à l'exécution des plans de développement économique et social des départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française (art. 7 et 8) des dispositions portant création d'un fonds d'investissement pour lesdits quatre départements dits F. I. D. O. M. (art. 1 à 6); 2° de voter les dispositions prévues aux articles 7 et 8 précités, n° **376** (p. 399). — Rapport de M. Jacobson, n° **384** (p. 406).

9. Proposition présentée par MM. Di Ould Zein, Alduy, Lechani, Diop Babakar et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir le développement économique de la Mauritanie: 1° en développant les ressources existantes de l'élevage, de la cueillette, de l'agriculture et de la pêche; 2° en prospectant de manière efficace son sous-sol pour y rechercher les produits miniers;

3° en dotant la Mauritanie d'un débouché portuaire qui lui soit propre, vers lequel convergeraient les éléments d'un réseau routier amélioré, n° **371** (p. 392).

10. Proposition présentée par M. Ahmed Kotoko, tendant à inviter le Gouvernement général de l'Afrique équatoriale française, afin : 1° d'assurer d'une manière équitable la répartition des crédits « plan » ; 2° de tenir compte dans l'examen du plan décennal du Tchad de la situation particulière de ce territoire ; 3° de considérer dans ses études la voie d'évacuation de la Benoué comme essentielle à la vie du Tchad, n° **444** (p. 458). — Rapport de M. Ahmed Kotoko, n° **478** (p. 487).

11. Proposition présentée par MM. Bouda et Conombo et les membres du groupe des indépendants d'outre-mer, tendant à inviter le Gouvernement à doter le territoire de la Haute-Volta de crédits spéciaux nécessaires à la reconstruction et au rééquipement de ses différents services supprimés par le décret du 5 septembre 1932, n° **504** (p. 504).

ESNAULT (Yvon), A. N.

Voy. : F. I. D. E. S., § 1. — OR, § 1.

ESSENCE. — Proposition de résolution présentée par MM. Giard, Guyard, Lhuillier, Delmas, Laurin, tendant à inviter le Gouvernement à maintenir à tous les Français et ressortissants français résidant dans un territoire d'outre-mer ou à l'étranger le bénéfice des dispositions antérieures au 1er août 1947 relatives aux attributions d'essence, n° **18** (p. 44). — Cette proposition a été retirée le 27 janvier 1949.

ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'INDE. — Voy. : CHAMBRES DE COMMERCE, § 3. — SANTÉ PUBLIQUE, § 7.

ESTEBE, A. N.

Voy. : ACCORDS COMMERCIAUX, § 1. — ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, VIII, § 1 ; IX, § 1. — LOCAUX, LOGEMENTS, § 2.

ETAT CIVIL. — Proposition présentée par M. Momo Touré et les membres du groupe des indépendants d'outre-mer, tendant à inviter le Gouvernement à créer dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, des registres de l'état civil, n° **150** (p. 172). — Rapport de M. Curabet, n° **283** (p. 309).

ETUDIANTS D'OUTRE-MER. — Voy. : ENSEIGNEMENT, § 1.

EXERCICE DE LA MEDECINE. — Voy. : SANTÉ PUBLIQUE, §§ 5, 6.

EXPORTATION.

1. Proposition de résolution présentée par MM. André, Schock, Le Guénédal, et les membres du groupe M. R. P., tendant à recommander au Gouvernement français de prendre d'urgence les mesures nécessaires pour intensifier la production et les exportations de l'Afrique équatoriale française, n° **3** (p. 18).

2. Proposition présentée par MM. Jacobson, Alfred Bour, Thémia et les membres du groupe M. R. P., tendant à inviter le Gouvernement à laisser à la disposition des territoires d'outre-mer, sinon la totalité, du moins une fraction importante des devises obtenues par les exportations de ces territoires en pays à change apprécié, n° **44** (p. 51). — Rapport de M. Vendenbomgaërde, n° **122** (p. 164). — Cette proposition a été retirée le 10 février 1949.

3. Proposition présentée par Mlle Germaine Autissier, MM. d'Arboussier, Egretaud et les membres du groupe communiste et apparentés et du rassemblement démocratique africain, tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte des dangers d'une orientation exclusive vers les États-Unis, de l'économie et du commerce des pays et territoires de l'Union française, n° **327** (p. 348).

EXPROPRIATION. — Demande d'avis présentée par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer et portant modification et complétant le décret du 25 novembre 1930 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire en Afrique occidentale française, n° **65** (p. 59). — Rapport de M. Antonini, n° **262** (p. 289). Rapport complémentaire de M. Antonini, n° **263** (p. 290).

F

F. I. D. E. S.

1. Proposition de résolution, présentée par M. Jacobson et les membres du groupe M.R.P., tendant à inviter l'Assemblée nationale à attribuer d'urgence au F.I.D.E.S. les subventions budgétaires relatives à l'année 1948 et au premier semestre 1949, n° **125** (p. 165). — Rapport de M. Esnault, n° **142** (p. 170). — 2e rapport de M. Moreux, n° **143** (p. 170).

2. Proposition de résolution présentée par MM. Jacobson, Schock, Jousselin et Esnault et les membres du groupe M.R.P. tendant à inviter l'Assemblée nationale : 1° à voter d'urgence une loi portant les dispositions définies à l'article 4 du projet de loi n° 3-977 du 22 avril 1948, relatif à l'autorisation d'engager des dépenses au titre des subventions budgétaires au F.I.D.E.S. ; 2° à renvoyer, pour avis, à l'Assemblée de l'Union française les articles 1, 2 et 3 du projet de loi n° 3.977, tendant à modifier la loi du 30 avril 1946, en ce qui concerne le statut du F.I.D.E.S., n° **208** (p. 243). — Rapport de M. Jousselin, n° **238** (p. 265). — Avis de la commission des affaires financières présenté par M. Savary, n° **239** (p. 266).

3. Demande d'avis, présentée par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à modifier la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 portant création d'un fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer et portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget général pour l'exercice 1948, n° **270** (p. 296). — Rapport de M. Jacobson, n° **288** (p. 311). — Avis de la commission des affaires financières présenté par M. Antonini, n° **291** (p. 317).

4. Demande d'avis, présentée par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi formulée par M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République, tendant à modifier la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 portant création d'un fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, n° **271** (p. 299). — Rapport de M. Jacobson, n° **288** (p. 311). — Avis de la commission des affaires financières présenté par M. Antonini, n° **291** (p. 317).

F.I.D.O.M. — Voy. : EQUIPEMENT, § 8.

FILM FRANÇAIS. — Proposition, par M. Paul Alduy et les membres du groupe socialiste S.F.I.O. et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir la revision des accords Blum-Byrnes et à encourager la production du film français dans la métropole et dans l'ensemble de l'Union française, n° **161** (p. 186). — Cette proposition a été retirée le 1er décembre 1948.

FISCALITE IMPOTS.

1. Demande d'avis présentée par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi relatif à la date d'entrée en vigueur de certaines délibérations des Assemblées des territoires d'outre-mer en matière fiscale, n° **41** (p. 50). — Rapport de M. Léon, n° **82** (p. 66).

2. Proposition de résolution, présentée par MM. G. d'Arboussier, Barbé, Boubou Hàma, Jean Curabet, Robert Léon, Emmanuel Dadet, Mamadou Coulibaly et les membres du groupe du rassemblement démocratique africain et du groupe communiste et apparentés tendant à inviter l'Assemblée nationale à décider la suppression de l'impôt de capitation dans le cadre de l'autonomie financière des territoires d'outre-mer, n° **286** (p. 304).

FONDS D'ENCOURAGEMENT (Production textile).

1. Proposition de résolution présentée par M. Le Brun Kéris et les membres du groupe M.R.P., tendant à compléter la composition du comité de contrôle du fonds d'encouragement à la production textile, n° **296** (p. 320). — Rapport de M. Le Brun Kéris, n° **363** (p. 385).

2. Proposition présentée par M. Georges Le Brun Kéris et les membres du groupe M.R.P. tendant à une meilleure répartition des subventions du fonds d'encouragement à la production textile, n° **375** (p. 399).

FONDS FORESTIER. — Voy. : AGRICULTURE, IX.

FRANC C. F. A. — Voy. : MESURES MONÉTAIRES.

G

GABON. — Voy. : AUTONOMIE ADMINISTRATIVE.

GAIGNARD, C. R.

Voy. : ASSEMBLÉES REPRÉSENTATIVES, § 22.

GERVAIN, Saint-Pierre et Miquelon.

Voy. : ENSEIGNEMENT, CULTURE, § 1.

GIARD, Cameroun.

Voy. : CHAMBRES DE COMMERCE, § 2. — ESSENCE. — JUSTICE, VII, § 2. — LOCAUX-LOGEMENTS, § 1. — MESURES MONÉTAIRES, § 3.

GRENIERS DE RESERVES. — Voy. : AGRICULTURE, X.

GUADELOUPE. — Voy. : AGRICULTURE, V, XIV. — AIDE AUX POPULATIONS ÉPROUVÉES, § 5. — EQUIPEMENT, § 7-8 (F.I.D.O.M.). — RÉGIME LÉGISLATIF.

GUEYE MOMAR DJIM, Sénégal.

Voy. : AGRICULTURE, II, § 1-2, X. — CHAMBRES DE COMMERCE, § 2. — CHEMINS DE FER, § 1. — EMISSION, § 2. — EQUIPEMENT, § 2. — SOCIÉTÉS INDIGÈNES DE PRÉVOYANCE, § 2.

GUINEE. — Voy. : AGRICULTURE, III, VI, II, § 2, XI.

GUYANE. — Voy.: Agriculture, V, XIV. — Equipement, § 7-8 (F.I.D.O.M.). — Régime législatif. — Voyage du Président de l'Union française.

GUYARD, Cameroun.

Voy.: Assemblée de l'Union française, XVII, § 6. — Chambres de commerce, § 2.

H

HABITAT. — Voy.: Locaux.

HAUT CONSEIL.

1. Proposition, présentée par MM. Bidet, Rosenfeld, Alduy et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement de la République Française à déposer sans délai un projet de loi organisant les services de la Présidence et du Haut Conseil de l'Union française, n° **220** (p. 248).

2. Demande d'avis, présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de loi, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, relatif à l'organisation et à la composition du Haut Conseil de l'Union française, n° **292** (p. 317). Rapport de M. Alduy, n° **359** (p. 381). — Avis de la Commission des affaires extérieures, présenté par M. Rosenfeld. n° **361** (p. 383).

HAUTE VOLTA. — Voy.: Chemins de fer, § 2. — Congrès du R. D. A. — Elections, II. — Equipement, § 11. — Missions d'information, § 3.

HAZOUME, Dahomey.

Voy.: Schœlcher.

HENAULT, A. N.

Voy.: Agriculture, VII. — Assemblée de l'Union française, V, §§ 1, 2. — Chambres de commerce, § 1. — Cité de l'Union française. — Rhums antillais.

HYGIENE TROPICALE.

Voy.: Santé publique.

I

IBRAHIM BABIKIR, Tchad.

Voy.: Coton.

INDEPENDANTS D'OUTRE-MER (Groupe). — Voy.: Aéronautique civile. — Médecins militaires. — Santé publique, §§ 7, 8.

IMMIGRANTS DE RACE ASIATIQUE. — Demande d'avis, présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, modifiant le décret du 7 janvier 1931 réglementant la situation aux points de vue commercial et fiscal des immigrants de race asiatique dans les Etablissements français d'Océanie, n° **164** (p. 186). — Rapport de M. Boussenot, n° **231** (p. 260).

IMMUNITE PARLEMENTAIRE. — Voy.: Assemblée de l'Union française, XII.

IMPOT DE CAPITATION. — Voy.: Fiscalité.

INDOCHINE. — Voy.: Protection des minorités. — Viet Nam.

INITIATIVES ET ACTIVITES ECONOMIQUES. — Proposition de résolution présentée par MM. Soppo Priso, Albert Ebédé, apparentés au groupe socialiste S. F. I. O. et les membres du groupe socialiste S. F. I. O., tendant à demander au Gouvernement d'encourager les initiatives et activités économiques et sociales des autochtones du Cameroun et d'autres territoires de l'Afrique Noire, n° **78** (p. 65).

INONDATIONS. — Voy.: Aide aux populations éprouvées.

INSPECTEURS DU TRAVAIL.

1. Proposition, présentée par MM. Donnat, Coulibaly, Chassiot et les membres du groupe communiste et apparentés et les membres du groupe du rassemblement démocratique africain, tendant à inviter le Gouvernement à rétablir dans son intégralité le statut des inspecteurs du travail dans les territoires d'outre-mer et à compléter les effectifs de ce corps de fonctionnaires, n° **221** (p. 248). — Cette proposition a été retirée le 2 février 1949.

2. Proposition de résolution et proposition, présentées par MM. Razac, Catrice, Mlle Le Beer, MM. Corval et Sousatte et les membres du groupe M. R. P., invitant l'Assemblée Nationale et le Gouvernement à aménager et améliorer le statut des inspecteurs du travail dans les territoires d'outre-mer n° **316** (p. 338). — Cette proposition a été retirée le 1er décembre 1948.

3. Proposition, présentée par MM. Paul Catrice et Razac et les membres du groupe du mouvement républicain populaire, invitant le Gouvernement à créer à l'Ecole nationale de la France d'outre-mer une section des inspecteurs du travail et des affaires sociales et à développer dans cette école l'enseignement social, n° **331** (p. 352).

INTERETS COMMERCIAUX, INDUSTRIELS ET AGRICOLES. — Voy.: Chambres de commerce.

J

JACOBSON, A. N.

Voy.: Assemblée de l'Union française, XVII, § 7. — Equipement, §§ 7, 8. — Exportation, § 2. — F. I. D. E. S., §§ 1, 2, 3, 4. — Véhicules automobiles.

JOANNIN, C. R.

Voy.: Pensions, § 2.

JOURNEE DU 1er MAI. — Demande d'avis, présentée par M. le Ministre de la France d'outre-mer, sur le projet de décret relatif à la journée du 1er mai, n° **194** (p. 221). — Rapport de M. Périer, n° **211** (p. 243).

JOUSSELIN, A. N.

Voy.: Collectivités locales. — Enseignement, § 9. — F. I. D. E. S., § 2. — Justice, VII, §§ 1, 3. — Ordre public.

JUGE, C. R.

Voy.: Assemblée de l'Union française, III-V, § 6. ; XV, §§ 2, 4. — Légion d'honneur.

JUSTICE.

I. — **Abrogation de décret.**

1. Proposition de résolution, présentée par M. Lombardo et les membres du groupe communiste et apparentés et du rassemblement démocratique africain, tendant à inviter l'Assemblée Nationale à voter une loi abrogeant le décret du 4 décembre 1939 et amnistiant toutes les peines prononcées en application de ce décret, n° **36** (p. 49). — Rapport de M. Addesselam, n° **92** (p. 82).

2. Proposition de résolution, présentée par MM. Coulibaly, Donnat, Boubou Hama et les membres du groupe du rassemblement démocratique africain et du groupe communiste et apparentés, tendant à inviter l'Assemblée Nationale à voter une loi abrogeant le décret du 20 mars 1937 et amnistiant toutes les peines prononcées en application de ce décret, n° **188** (p. 219). — Rapport de M. Donnat, n° **264** (p. 291). — 2e rapport de M. Corval, n° **319** (p. 339).

II. — **Code civil.** — Demande d'avis, présentée par M. le Président du conseil des ministre, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, tendant à rendre applicables aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer les dispositions de la loi n° 48-1438 du 28 septembre 1948 modifiant l'alinéa 2 de l'article 1953 du code civil, n° **481** (p. 492).

III. — **Evasions de détenus.** — Demande d'avis, présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de loi, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, tendant à rendre applicable au Togo et dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine, l'Afrique occidentale française et Madagascar, les dispositions de l'ordonnance du 27 octobre 1945 réprimant les évasions des détenus transférés dans les établissements sanitaires et hospitaliers, n° **205.** (p. 242). — Rapport de M. Vauthier, n° **259** (p. 279).

IV. — **Libération de M. Tran Ngoc Danh.**

1. Proposition, présentée par MM. Raymond Barbé, Gabriel d'Arboussier, Jean-Paul Comiti, Jacques Mitterrand et Mlle Marie-Antoinette Allemandi, les membres des groupes communiste et apparentés et du rassemblement démocratique africain, tendant à demander au Gouvernement l'abandon des poursuites engagées contre M. Tran Ngoc Danh, Président de la délégation permanente de la République du Viet Nam en France, et sa libération immédiate, n° **29** (p. 47). — Rapport de M. Lombardo, n° **58** (p. 56). — Avis de la commission des affaires politiques, présenté par Mme Lefaucheux, n° **58** *bis* (p. 56).

2. Proposition, présentée par M. Rosenfeld et les membres du groupe socialiste S. F. I. O., invitant le Gouvernement à libérer immédiatement M. Tran Ngoc Danh, si aucune responsabilité de droit commun n'est relevée contre lui, n° **45** (p. 51). — Rapport de M. Lombardo, n° **58** (p. 56). — Avis de la commission des affaires politiques, présenté par Mme Lefaucheux, n° **58** *bis* (p. 56).

V. — **Magistrats musulmans.** — Proposition, présentée par MM. Di Ould Zein, Alduy, Gueye Momar Djim, Diop Babakar et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à créer en Mauritanie un Institut d'études musulmanes en vue de former des magistrats musulmans susceptibles d'appliquer la législation musulmane dans les territoires d'A. O. F. et d'A. E. F., conformément à l'esprit de la proposition n° 28 adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 13 mai 1948, n° **372** (p. 392).

VI. — **Mariage, divorce.**

1. Demande d'avis, présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer portant adap-

tation aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer autres que l'Indochine, de la loi du 18 mars 1946 tendant à permettre la conversion de certaines demandes de séparation de corps en demandes en divorce, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 11 août 1947, n° **323** (p. 345). — Rapport de M. Abdesselam, n° **395** (p. 429).

2. Demande d'avis, présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, tendant à rendre applicables aux territoires relevant de la France d'outre-mer autres que l'Indochine les dispositions de l'acte dit loi du 22 septembre 1942, relatif aux effets du mariage quant aux droits et aux devoirs des époux, validé par l'ordonnance du 9 octobre 1945, n° **367** (p. 389). — Rapport de M. Abdesselam, n° **445** (p. 459).

VII. — **Organisation.**

1. Proposition, présentée par M. Ya Doumbia et les membres du groupe socialiste S. F. I. O., tendant à inviter le Gouvernement et l'Assemblée Nationale à organiser la Justice civile en Afrique Noire, n° **28** (p. 47). — Rapport de M. Jousselin, n° **199** (p. 222). — Rapport pour avis, M. Jousselin, n° **200** (p. 224). — 2e rapport de M. Jousselin, n° **285** (p. 309).

2. Proposition de résolution, présentée par MM. Antoine Giard, Guyard, Kemajou et les membres du groupe du rassemblement républicain pour le progrès économique et social de l'Union française, tendant à inviter l'Assemblée Nationale à modifier le décret n° 47-2300 du 28 novembre 1947, réorganisant au Cameroun la justice de droit français, n° **390** (p. 413).

3. Proposition, présentée par MM. Paul Soppo Priso, Albert Ebédé, apparentés socialistes S. F. I. O. et les membres du groupe socialiste S. F. I. O., tendant à inviter le Gouvernement à pourvoir le Cameroun des magistrats qui sont nécessaires à sa nouvelle organisation judiciaire, n° **73** (p. 63). — Rapport de M. Jousselin, n° **169** (p. 188).

VIII. — **Procès de Madagascar.**

1. Proposition, présentée par MM. Lombardo (Raymond), d'Arboussier et les membres du groupe communiste et apparentés et du groupe du rassemblement démocratique africain, tendant à inviter le Gouvernement à dessaisir la juridiction de Madagascar au profit d'une juridiction métropolitaine afin que toutes les garanties de la justice soient assurées dans l'affaire des événements du 30 mars 1947, n° **48** (p. 52). — Rapport de M. Savi de Tové, n° **96** (p. 84). — 2e rapport de M. Camprasse, n° **163** (p. 186).

2. Proposition, présentée par M. Lombardo, Mlle G. Autissier, MM. Guy de Boysson, G. d'Arboussier, J. Arnault et les membres du groupe communiste et apparentés et du groupe du rassemblement démocratique africain, tendant à inviter le Gouvernement à poursuivre les responsables des violences commises à Madagascar tant au cours d'interrogatoires de police que d'actions répressives à l'égard de la population et à rechercher les responsables de l'exécution, trois jours avant le procès qui s'est ouvert le 22 juillet devant la cour criminelle de Tananarive, de Samuel Rakotondrabe, principal témoin et co-accusé, n° **491** (p. 495).

IX. — **Séquestre.** — Demande d'avis, présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur un projet de décret étendant au territoire du Cameroun certaines dispositions des textes relatifs à la mise sous séquestre des biens appartenant à des ennemis, neutres, Français ou apatrides, et à l'administration et à la liquidation de ces biens, n° **10** (p. 23). — Rapport de M. Abdesselam, n° **56** (p. 55).

K

KEMAJOU, Cameroun.

Voy. : Enseignement, § 6.

L

Mlle LAFON, A. N.

Voy. : Commission supérieure. — Enseignement, culture, § 2, § 4.

LAKHDARI.

Voy. : Elections, I-III

LAPART.

Voy. : Cadres spéciaux. — Collectivités locales, § 4. — Marine marchande, II. — Vétérinaires africains, § 2.

LAURENT-EYNAC, A. N.

Voy. : Allocutions, § 2. — Défense nationale, § 2.3.

LAURIN, Tchad.

Voy. : Protection des minorités.

LAUTISSIER, A. N.

Voy. : Viet Nam, § 2.

Mlle LE BER, A. N.

Voy. : Enseignement, § 8.

LE BRUN KERIS, A. N.

Voy. : Fonds d'encouragement, production textile, §§ 1 et 2. — Santé publique, § 7.

LECHANI, Alger.

Voy. : Ecole supérieure d'administration. — Enseignement, § 3. — Organisation municipale, § 6.

Mme LEFAUCHEUX, C. R.

Voy. : Justice, IV, §§ 1 et 2. — Légion d'honneur. — O. N. U. — Plan Marshall, § 2. — U. N. E. S. C. O.

LEGION D'HONNEUR. — Proposition de résolution, présentée par Mme Lefaucheux, M. Jacboson et les membres du groupe M. R. P., tendant à inviter l'Assemblée Nationale à augmenter le contingent des croix de la Légion d'honneur à mettre à la disposition du Président de la République au titre du ministère de la France d'outre-mer, n° **146** (p. 171). — Rapport de M. Juge, n° **196** (p. 221).

LIBERTE DE PRESSE ET DE REUNION. — Proposition de résolution, présentée par M. Raymond Lombardo, Mlle Germaine Autissier, M. Duqueroix et les membres du groupe communiste et apparentés et du groupe du rassemblement démocratique africain, tendant à abroger le décret n° 47-1892 du 26 septembre 1947 relatif à la liberté de la presse et de réunion à Madagascar, n° **302** (p. 323). — Rapport de M. Duqueroix, n° **396** (p. 429).

LEON, Côte d'Ivoire.

Voy. : Fiscalité, § 1. — Mesures monétaires, § 2.

LEVY, A. N.

Voy. : Défense nationale, § 5.

LHUILLIER, Oubangui.

Voy. : Agriculture, I-XI. — Equipement, § 6. — Plan Marshall, § 3.

LOCAUX-LOGEMENTS-LOYERS.

1. Proposition de résolution, présentée par M. Giard, tendant à accorder aux propriétaires et locataires des territoires d'outre-mer ou de l'étranger le droit de disposer continuellement et à l'exclusion de toute réquisition des locaux principaux dont ils sont régulièrement propriétaires ou locataires, n° **19** (p. 44). — Cette proposition a été retirée le 7 juillet 1948.

2. Demande d'avis, présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, portant prorogation et modification des dispositions des décrets des 23 août 1946 et 10 février 1947, prorogeant les dispositions du décret du 14 juin 1944 réglementant au Cameroun les loyers des locaux d'habitation, n° **165** (p. 186). — Rapport de M. A. Bour, n° **277** (p. 293). — Rapport supplémentaire de M. A. Bour, n° **310** (p. 329).

3. Proposition, présentée par M. Estèbe et les membres du groupe union métropole-outre-mer, tendant à l'affirmation et à la réalisation d'une politique de l'habitation dans les territoires d'outre-mer, n° **219** (p. 248).

4. Proposition de résolution, présentée par MM. Sousatte, Razac, Jousselin, Catrice, Mlle Le Ber et les membres du groupe du mouvement républicain populaire, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi créant un office de l'habitat rural pour l'Afrique équatoriale française, n° **328** (p. 349).

5. Demande d'avis, présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, prorogeant pour une nouvelle période d'une année, à compter du 1er décembre 1948, les dispositions du décret du 29 avril 1942 déterminant en Nouvelle-Calédonie et dépendances les cas dans lesquels les propriétaires sont autorisés à donner congé à leurs locataires, (avec demande de discussion d'urgence), n° **407** (p. 438). — Rapport de M. Antonini, n° **423** (p. 446).

6. Demande d'avis, présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, tendant à accorder une prorogation de jouissance aux locataires de locaux d'habitation de Madagascar et dépendances, n° **409** (p. 439). — Rapport de M. Antonini, n° **425** (p. 447).

7. Demande d'avis, présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, tendant à proroger de deux années les dispositions du décret n° 46-2821 du 27 novembre 1946 instituant à Madagascar et dépendances des mesures exceptionnelles en vue de remédier à la crise du logement, n° **408** (p. 438). — Rapport de M. Antonini, n° **424** (p. 446).

8. Demande d'avis, présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, portant règlement du statut de la copropriété des immeubles divisés par appartements en Afrique occidentale française, n° **410** (p. 439). — Rapport de M. Antonini, n° **479** (p. 488).

9. Demande d'avis, présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, renouvelant pour une période d'un an la prorogation de jouissance accordée aux locataires des locaux d'habitation en Afrique occidentale française par le décret du 15 novembre 1947, n° **448** (p. 461). — Rapport de M. Antonini, n° **476** (p. 487).

10. Demande d'avis, présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, portant prorogation des dispositions du décret n° 47-2363 du 16 décembre 1947, instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement en Côte française des Somalis, n° **463** (p. 481). — Rapport de M. Abdesselam, n° **485** (p. 493).

11. Demande d'avis, présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, prorogeant les dispositions du décret n° 47-2167 du 15 novembre 1947 portant réglementation des loyers des locaux d'habitation en Afrique équatoriale française, n° **464** (p. 481). — Rapport de M. Abdesselam, n° **485** (p. 493).

12. Demande d'avis, présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, maintenant en vigueur jusqu'au 1er juillet 1949 les dispositions du décret n° 47-2166 du 15 novembre 1947 portant prorogation en Afrique occidentale française des conventions de location d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel, n° **465** (p. 481). — Rapport de M. Abdesselam, n° **485** (p. 493).

13. Demande d'avis, présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, prorogeant jusqu'au 31 décembre 1950 les dispositions du décret n° 46-2315 du 21 octobre 1946 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement dans les communes de Dakar et de Rufisque, n° **480** (p. 491). — Rapport de M. Abdesselam, n° **496** (p. 502).

LOMBARDO, A. N.

Voy.: CODE DU TRAVAIL, § 2. — COLLECTIVITÉS LOCALES, § 1. — JUSTICE, I, § 1-IV, § 1-2; VIII, § 1-2. — LIBERTÉ DE PRESSE ET DE RÉUNION. — MISSIONS D'INFORMATION, § 2.

M

MADAGASCAR. — Voy.: ASSEMBLÉES REPRÉSENTATIVES, § 5-9. — ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE (EXPULSION DE M. LOMBARDO). — CADRES SPÉCIAUX. — CODE DU TRAVAIL, § 2. — COLLECTIVITÉS LOCALES, § 1-3-4. — ELECTIONS (CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE). — EMISSION, § 1-6. — JUSTICE (ABROGATION DE DÉCRETS, § 1). — JUSTICE (PROCÈS DE MADAGASCAR, § 1-2). — LIBERTÉ DE PRESSE ET DE RÉUNION. — LOCAUX, § 6-7. — MISSIONS D'INFORMATION, § 2.

Mme MALROUX, A. N.

Voy.: ANCIENS COMBATTANTS, § 2.

MARINE MARCHANDE.

I. — **Conseil supérieur.**

1. Proposition, présentée par MM. Schmitt, Thémia et les membres du groupe M. R. P., tendant à faire représenter les intérêts de l'Union française au sein du Conseil supérieur de la marine marchande, n° **123** (p. 164). — Rapport de M. Schmitt, n° **160** (p. 186). — Cette proposition a été retirée le 21 avril 1948.

2. Proposition de résolution, présentée par MM. Schmitt, Thémia et les membres du groupe M. R. P., tendant à faire représenter les intérêts de l'Union française au sein du Conseil supérieur de la marine marchande, n° **209** (p. 243). — Rapport de M. Schmitt, n° **265** (p. 291).

3. Proposition, présentée par MM. René Moreux, Schmitt et Schock et les membres du groupe du mouvement républicain populaire, tendant à inviter le Gouvernement à instituer, dans le cadre de la loi du 28 février 1948, au sein du Conseil supérieur de la marine marchande, des commissions d'études spécialisées, pour étudier tous les aspects du trafic entre la France, l'Afrique du Nord, les départements d'outre-mer et les territoires d'outre-mer, n° **469** (p. 483).

II. — **Liaisons maritimes.** — Proposition, présentée par M. Lapart, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'établir des liaisons maritimes régulières entre la métropole et le port de Kaolack (Sénégal), n° **494** (p. 496).

III. — **Monopole du pavillon.** — Proposition de résolution et proposition, présentées par MM. D. Cianfarani, Baretaud et Rosfelder et les membres du groupe union métropole-outre-mer, tendant à la suppression du monopole du pavillon dans les relations maritimes entre la métropole et l'Algérie; et, en attendant l'abrogation de la législation en la matière, à la suspension par voie de décret dudit monopole ou, à défaut de cette mesure, à l'introduction d'urgence d'aménagements équitables dans le monopole d'exploitation des transports maritimes entre les deux pays, n° **88** (p. 68). — Avis de la commission des affaires économiques, présentée par M. Vendenboomgaërde, n°s **256** et **256** annexe (p. 277 et 273). — Rapport par M. J.-P. Comiti, n°s **267** et **267** annexe (p. 293 et 294).

IV. — **Répartition navires et fret.** — Proposition de résolution, présentée par MM. Emile Derlin Zinsou et Paul Hazoumé et les membres du groupe des indépendants d'outre-mer, tendant à inviter le Gouvernement à procéder à une équitable répartition: *a*) des navires au long cours desservant les territoires côtiers de l'Afrique occidentale française et de l'Afrique équatoriale française, Togo et Cameroun compris; *b*) du fret entre tous les exportateurs d'un même territoire, n° **295** (p. 319). — Rapport de M. Thémia, n° **382** (p. 404).

MAROC. — Voy.: OUVRIERS MAROCAINS ET TUNISIENS. — PENSIONS, § 2. — SYNDICATS PROFESSIONNELS.

MARTINIQUE. — Voy.: AGRICULTURE, V, XIV. — EQUIPEMENT, §§ 7, 8 (F. I. D. O. M.). — RÉGIME LÉGISLATIF.

MAURITANIE. — Voy.: EQUIPEMENT, § 9. — ORGANISATION MUNICIPALE, § 4.

MEDECINE. — Voy.: SANTÉ PUBLIQUE.

MEDECINS MILITAIRES. — Proposition présentée par les membres du groupe des indépendants d'outre-mer, tendant à inviter le Gouvernement à régulariser la situation militaire des médecins sortant des écoles de médecine de Dakar, Tananarive et Pondichéry, appelés sous les drapeaux, en leur permettant d'accéder au grade de médecin auxiliaire, n° **253** (p. 275). — Rapport de M. Louis Delmas, n° **313** (p. 338).

MERIGLIER, C. R.

Voy.: ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, XIII, § 13.

MESURES MONETAIRES.

1. Proposition de résolution présentée par MM. Savary, Soppo Priso, Gueye, Darlan et les membres du groupe socialiste S. F. I. O., avec demande de discussion d'urgence, ayant pour objet d'inviter le Gouvernement à revenir sur les mesures monétaires prises à l'égard des territoires du franc C. F. A., n° **8** (p. 22). — Rapport de M. Savary, n° **22** *bis* (p. 44).

2. Proposition présentée par MM. Léon Robert, Curabet (Jean), Damongo dit Dadet, Boubou Hama, Coulibaly Mamadou, d'Arboussier (Gabriel) et les membres du rassemblement démocratique africain et du groupe communiste et apparentés, avec demande de discussion d'urgence, conformément à l'article 61 du règlement, invitant le Gouvernement à maintenir le franc C. F. A. au taux fixé par la réforme monétaire de décembre 1945 et à prendre toutes mesures utiles pour permettre l'accroissement des échanges entre la France et les pays et territoires d'Union française, n° **11** (p. 23). — Rapport de M. Savary, n° **22** *bis* (p. 44).

3. Proposition présentée par MM. Giard Guyard, Kemajou, Soppo Priso, Ebédé, tendant à inviter le Gouvernement à maintenir la parité du change au Cameroun telle qu'elle existait au 1er janvier 1948 par rapport au dollar et à la livre, n° **15** (p. 24). — Transformée en amendement aux propositions n°s 8 et 11.

4. Proposition présentée par M. Vendenboomgaërde, Mme Lefaucheux, MM. Max André, Esnault, et les membres du groupe du mouvement républicain populaire, invitant le Gouvernement à prendre toutes les mesures d'ordre financier et économique permettant de pallier les difficultés résultant de la dévaluation monétaire dans les territoires d'outre-mer, n° **25** (p. 46).

5. Proposition présentée par M. Schock et les membres du groupe M. R. P., invitant le Gouvernement à prendre toutes mesures pour empêcher la réalisation de bénéfices injustifiés à la suite de la récente dévaluation, n° **43** (p. 51). — Cette proposition a été retirée le 4 février 1949.

6. Proposition présentée par M. Antonini et les membres du groupe du rassemblement républicain pour le progrès économique et social de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement à prendre un certain nombre de mesures pour pallier dans une mesure relative les effets résultant de la dévaluation monétaire dans les territoires d'outre-mer, n° **98** (p. 86).

MIGNOT, A. N.

Voy.: ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, XV, § 2. — DÉCRET RÉGNIER, § 2. — MISSIONS D'INFORMATION, § 1. — OUVRIERS MAROCAINS ET TUNISIENS. — PENSIONS, § 2.

MISSIONS D'INFORMATION. — Voy.: AGRICULTURE, XIII.

1. Proposition de résolution présentée par MM. Elie Mignot, Gabriel d'Arboussier, Jacques Arnault et les membres du groupe communiste et apparentés et les membres du groupe du rassemblement démocratique africain, tendant à inviter la commission des affaires politiques et administratives de l'Assemblée de l'Union française à désigner une mission d'information avec

pouvoirs d'investigation chargée d'enquêter sur les conditions dans lesquelles se sont déroulées les élections à l'Assemblée algérienne, n° **186** (p. 218). — Rapport de M. Arnault, n° **258** (p. 279).

2. Proposition de résolution présentée par MM. Lombardo, Barbé, Mitterrand, d'Arboussier et les membres du groupe communiste et apparentés et du groupe du rassemblement démocratique africain, tendant à inviter la commission des affaires politiques et administratives de l'Assemblée de l'Union française à désigner, pour se rendre à Madagascar, une mission d'information avec pouvoirs d'investigation afin d'étudier la situation politique de la Grande Ile, n° **215** (p. 244). — Rapport de M. Boussenot, n° **342** (p. 357).

3. Proposition de résolution présentée par MM. Charles Nacuzon Nignan, Raymond Barbé, Gabriel d'Arboussier et les membres du groupe du rassemblement démocratique africain et du groupe communiste et apparentés, avec demande de discussion d'urgence, tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à envoyer une mission d'information avec pouvoir d'investigation pour s'enquérir de la situation générale — et notamment de l'atmosphère politique — dans le territoire de la Haute-Volta, n° **459** (p. 472).

MITTERRAND.

Voy.: ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, II.

MONNET, Côte d'Ivoire.

Voy.: ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, XII, § 5.

MONNAIE. — Voy.: EMISSION ET MESURES MONÉTAIRES.

Mme Emilienne MOREAU, C. R.

Voy.: CODE DU TRAVAIL, § 4.

MOREUX, A. N.

Voy.: EQUIPEMENT, § 1. — F. I. D. E. S., § 1. — MARINE MARCHANDE, I, § 3.

MUNICIPALITES. — Voy.: ORGANISATION MUNICIPALE.

N

NEGOCIATIONS FRANCO-BRITANNIQUES Echanges africains. — Voy.: ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, VIII, § 3.

NIGNAN, Haute-Volta.

Voy.: MISSION D'INFORMATION, § 3.

NOUVELLE-CALEDONIE. — Voy.: AIDE AUX POPULATIONS ÉPROUVÉES, § 2 et 6. — ASSEMBLÉES REPRÉSENTATIVES, § 8, 19, 22, 23. — CODE DU TRAVAIL, § 9. — LOCAUX, § 5.

O

OCEANIE. — Voy.: ASSEMBLÉES REPRÉSENTATIVES, § 20. — CODE DU TRAVAIL, § 9. — IMMIGRANT DE RACE ASIATIQUE. — SANTÉ PUBLIQUE, § 4.

OLEAGINEUX. — Voy.: AGRICULTURE, XI.

O. N. U. — Proposition de résolution présentée par Mme Marie-Hélène Lefaucheux, M. Max André et les membres du groupe du mouvement républicain populaire, tendant à désigner par le titre de « Délégation de l'Union française à l'Organisation des Nations Unies » notre représentation à l'O. N. U., n° **251** (p. 275).

OR (Commerce et production).

1. Proposition présentée par M. Esnault et les membres du groupe M. R. P., invitant le Gouvernement à encourager, dans l'intérêt des territoires d'outre-mer, la production de l'or dans ces territoires, n° **42** (p. 51). — Cette proposition a été retirée le 12 février 1948.

2. Proposition présentée par MM. Cortinchi (Guidicello) et Guyard et les membres du groupe du rassemblement républicain pour le progrès économique et social de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux territoires d'outre-mer la loi du 2 février 1948 rétablissant la liberté du commerce de l'or sur le territoire français, n° **139** (p. 169). — Rapport de M. d'Arboussier, n° **289** (p. 314).

3. Proposition de résolution présentée par MM. d'Arboussier, Mamadou Coulibaly, Egretaud, Emmanuel Dadet, Robert Léon, Boubou Hama et les membres du groupe du rassemblement démocratique africain et du groupe communiste et apparentés, tendant à inviter l'Assemblée nationale à adopter une proposition de loi établissant la liberté du commerce de l'or en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, n° **193** (p. 221). — Rapport de M. d'Arboussier, n° **289** (p. 314).

ORDRE PUBLIC. — Proposition de résolution présentée par MM. Emmanuel Dadet, Raymond Barbé, Gabriel d'Arboussier, Boubou Hama, Léon Robert, Mamadou Coulibaly et les membres du groupe du rassemblement démocratique africain et du groupe communiste et apparentés, invitant l'Assemblée nationale à abroger le décret n° 47-2211 du 19 novembre 1947 rendant applicables aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer autres que Madagascar les dispositions du décret du 23 octobre 1935 portant réglementation des mesures relatives à l'ordre public, n° **39** (p. 50). — Rapport de M. Jousselin, n° **153** (p. 174).

ORGANISATION MUNICIPALE.

1. Proposition présentée par M. Antoine Darlan et les membres du groupe socialiste S. F. I. O., invitant le Gouvernement à rapporter le décret du 28 août 1942 et à étendre à l'Afrique équatoriale française les dispositions du décret n° 47-2257 du 26 novembre 1947 portant réorganisation municipale en Afrique occidentale française, n° **34** (p. 48). — Rapport de M. Ya Doumbia, n° **149** (p. 172).

2. Proposition de résolution présentée par MM. d'Arboussier, Barbé, Dadet, Arnault, Boubou (Hama), Mamadou Coulibaly, Robert Léon et les membres du groupe communiste et apparentés et du rassemblement démocratique africain, tendant à inviter l'Assemblée nationale à ériger de nouveaux centres urbains de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun en communes de plein exercice, n° **76** (p. 64). — Rapport de M. Soppo Priso, n° **170** (p. 188).

3. Demande d'avis présentée par M. le Président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de MM. Aubame, Defferre, Senghor, Audeguil, Lamine-Guèye, Ninine, Silvandre, Yacine Diallo, Fily-Dabo Sissoko et des membres du groupe socialiste, députés, tendant à instituer en Afrique équatoriale française des communes de moyen exercice, n° **248** (p. 270).

4. Proposition présentée par MM. Di Ould Zein, Alduy, Lechani, Diop Babakar et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à demander au Gouvernement d'inviter le haut-commissaire de la République en Afrique occidentale française à créer des communes de moyen exercice en Mauritanie, n° **370** (p. 391).

5. Demande d'avis présentée par M. le Président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi relatif à l'organisation municipale en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, n° **447** (p. 460).

6. Proposition présentée par MM. Lechani, Begarra, Belabed, Chekkal Daho, Piéri, Di Ould Zein et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à transformer les centres municipaux d'Algérie en communes rurales, n° **498** (p. 503).

OUBANGUI CHARI. — Voy.: ASSEMBLÉES REPRÉSENTATIVES, § 21. — COTON.

OUVRIERS MAROCAINS ET TUNISIENS (Ministère des forces armées). — Voy.: PENSIONS, § 2. — Proposition présentée par MM. Mignot, Chassiot, Coulibaly, Thévenin et les membres du groupe communiste et apparentés et du rassemblement démocratique africain, tendant à inviter le Gouvernement à étendre le statut du personnel aux ouvriers marocains et tunisiens travaillant dans les établissements et services dépendants des ministères des forces armées, de l'air et de la marine, n° **154** (p. 175). — Rapport de M. Chassiot, n° **197** (p. 222).

P

PENSIONS.

1. Proposition de résolution présentée par M. Begarra et les membres du groupe socialiste S. F. I. O., tendant à faire bénéficier les ouvriers musulmans d'Algérie du ministère des forces armées, de la loi de pensions du 21 mars 1928, n° **26** (p. 46). — Rapport de M. Begarra, n° **86** (p. 67).

2. Proposition de résolution présentée par MM. Mignot, Chassiot, Coulibaly, Thévenin et les membres du groupe communiste et apparentés et du rassemblement démocratique africain, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi étendant le bénéfice de la loi de pensions du 21 mars 1928, aux ouvriers marocains et tunisiens travaillant dans les établissements et services dépendant des ministères des forces armées, de l'air et de la marine, n° **155** (p. 175). — Rapport de M. Chassiot, n° **198** (p. 222). — Rapport supplémentaire de M. Chassiot, n° **246** (p. 270). — Avis de la commission des affaires extérieures, présenté par M. Joannin, n° **257** (p. 278).

3. Proposition présentée par MM. Thévenin, Coulibaly Mamadou, d'Arboussier et les membres du groupe communiste et apparentés et du rassemblement démocratique africain, invitant le Gouvernement à assurer l'application des décrets n° 48-368 et n° 48-369 du 3 mars 1948, qui majorent les pensions des anciens militaires et marins originaires des territoires d'outre-mer, en calculant la majoration franc pour franc dans la monnaie du territoire

où résident les bénéficiaires, n° **180** (p. 197). — Rapport de M. P. Catrice, n° **210** (p. 243).

4. Proposition présentée par M. Bichon (lieutenant-colonel) et les membres du groupe union métropole outre-mer, tendant à inviter le Gouvernement à modifier les modalités de payement des pensions de toute nature dans les territoires d'outre-mer à franc C. F. A. et C. F. P., n° **280** (p. 306). — Rapport de M. Razac, n° **383** (p. 406).

PERIER, A. N.

Voy.: JOURNÉE DU 1er MAI. — PLAN MARSHALL, § 2. — PRESTATIONS FAMILIALES, § 1. — SANTÉ PUBLIQUE, § 1.

PIOT, Réunion.

Voy.: AGRICULTURE, IV, IX, XIV, § 1. — AIDE AUX POPULATIONS ÉPROUVÉES, § 1.

GENERAL PLAGNE, A. N.

Voy.: AÉRONAUTIQUE CIVILE.

PLAN MARSHALL.

1. Proposition présentée par Mlle Germaine Autissier, M. Gabriel d'Arboussier et les membres du groupe communiste et apparentés et du groupe du rassemblement démocratique africain, tendant à inviter le Gouvernement à soumettre pour avis à l'Assemblée de l'Union française, préalablement à toute ratification par le Parlement, le texte du pacte bilatéral, franco-américain pour l'application du plan Marshall, n° **320** (p. 340).

2. Demande d'avis présentée par M. le Président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord bilatéral de coopération économique conclu entre le Gouvernement de la République française et les Etats-Unis d'Amérique, n° **322** (p. 340). — Rapport de Mme Lefaucheux, n° **335** (p. 353). — Avis de la commission des affaires économiques, présentée par M. Perier, n° **336** (p. 353).

3. Proposition présentée par MM. Antonini, Monnet, Laurin, Oudard, Perier, Delmas, Esnault (Pierre), Boluix-Basset, Cianfarani et les membres du groupe du rassemblement républicain pour le progrès économique et social de l'Union française et du groupe union métropole-outre-mer, tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux départements et territoires d'outre-mer un pourcentage normal d'attributions dans la répartition des apports du plan Marshall, en vertu de l'accord bilatéral de coopération économique franco-américain, avec demande de discussion d'urgence, n° **338** (p. 355). — Rapport de M. Lhuillier, n° **350** (p. 377). — Avis de la commission des affaires économiques présenté par M. Antonini, n° **351** (p. 377).

PLANS. — Voy.: EQUIPEMENT.

PRESTATIONS FAMILIALES.

1. Proposition par M. J.-C. Perier et les membres du groupe du rassemblement républicain pour le progrès économique et social de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement à conserver le bénéfice des prestations familiales telles qu'elles ont été instituées par la loi du 22 août 1946 à toutes les personnes françaises d'origine métropolitaine ou assimilée résidant dans les pays de protectorat français ou dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer et qui en bénéficieraient si elles étaient restées en France, n° **213** (p. 244).

2. Proposition présentée par MM. Vauthier, Thémia, Pierre Corval et Paul Catrice, tendant à inviter le Gouvernement à présenter un projet de loi étendant le régime métropolitain des prestations familiales aux quatre départements d'outre-mer, n° **317** (p. 338). — Cette proposition a été retirée le 30 juin 1949.

3. Proposition de résolution présentée par M. Thévenin, Mlle M.-A. Allemandi, MM. Coulibaly, Arnault, Bizot et les membres du groupe communiste et apparentés et du groupe du rassemblement démocratique africain, tendant à inviter l'Assemblée nationale à adopter une loi modifiant les conditions d'attribution des allocations familiales aux salariés algériens travaillant dans la métropole dont la famille réside en Algérie, n° **488** (p. 494).

PRIX. — Voy.: RÉMUNÉRATION AUX PRODUCTEURS.

PROTECTION DES MINORITES. — Proposition présentée par M. René Laurin et les membres du groupe du rassemblement républicain pour le progrès économique et social de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires en Indochine pour assurer la protection des minorités qui ne sont pas de race annamite, n° **166** (p. 187.)

R

RAYONNEMENT SCIENTIFIQUE ET CULTUREL. — Voy.: SANTÉ PUBLIQUE.

RAZAC, C. R.

Voy.: AGENTS GÉNÉRAUX D'ASSURANCES. — ELECTIONS, II, § 1. — INSPECTEURS DU TRAVAIL, § 2. — PENSIONS, § 3.

REGIME LEGISLATIF DES QUATRE DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Proposition de résolution présentée par M. Camprasse et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à inviter l'Assemblée nationale à adopter une loi relative au régime législatif des départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, n° **156** (p. 175). — Cette proposition a été retirée le 13 mai 1948.

REMUNERATION AUX PRODUCTEURS. — Proposition présentée par MM. Boubou Hama, Egretaud, d'Arboussier, Lombardo, Léon et les membres du groupe communiste et apparentés et du rassemblement démocratique africain, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour assurer aux producteurs des pays et territoires d'outre-mer une plus juste rémunération par l'établissement d'un rapport plus équitable entre les prix à la production et les prix à la consommation des produits d'outre-mer, n° **23** (p. 45). — Rapport de M. d'Arboussier, n° **60** (p. 57).

RESEAU ROUTIER ALGERIEN. — Proposition de résolution présentée par M. D. Cianfarani et les membres du groupe union métropole outre-mer, tendant à obtenir la participation de la métropole aux dépenses de réfection du réseau routier de l'Est-algérien, particulièrement éprouvé du fait des opérations de guerre sur la Tunisie et l'Italie, n° **242** (p. 268). — Rapport de M. Thémia, n° **362** (p. 384).

RETRAITES CIVILS ET MILITAIRES. — Proposition présentée par M. D. Cianfarani et les membres du groupe union métropole outre-mer, tendant à faire bénéficier des avantages concédés aux fonctionnaires en exercice dans les territoires de l'Union française, et notamment de la gratuité périodique du transport pour la métropole, tous les retraités civils et militaires qui se seront fixés dans ces territoires, n° **468** (p. 482).

REUNION. — Voy.: AGRICULTURE, V, IX, XIV. — AIDE AUX POPULATIONS ÉPROUVÉES, § 1, 3. — EQUIPEMENT, § 7, 8 (F. I. D. O. M.). — RÉGIME LÉGISLATIF.

RHUMS ANTILLAIS. — Proposition (avec demande de discussion d'urgence) présentée par MM. Thémia, Schmitt et les membres du groupe du mouvement républicain populaire, invitant le Gouvernement à supprimer, conformément aux dispositions des textes résultant de la loi d'assimilation, les taxes de péréquation et les droits de sortie représentant les droits de fabrication qui grèvent les rhums antillais, afin d'éviter toute hausse du prix de vente actuel du rhum à la consommation, n° **172** (p. 190). — Rapport de M. Henault (Pierre), n° **180** *bis* (p. 197).

ROSENFELD, C. R.

Voy.: ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, XIV, XV, § 3. — DISCRIMINATIONS RACIALES, § 2. — HAUT CONSEIL, § 2. — JUSTICE, IV, § 2.

ROSFELDER, Alger.

Voy.: ACCORDS COMMERCIAUX, § 1 et 2. — AGRICULTURE, VII.

ROUTES. — Voy.: RÉSEAU ROUTIER.

S

SAINT-PIERRE ET MIQUELON. — Voy.: ASSEMBLÉES REPRÉSENTATIVES, § 12. — EMISSION, § 3.

SANTE PUBLIQUE.

1. Proposition présentée par M. Jacques C. Perier, Mme Hélène Caffot et les membres du groupe du rassemblement républicain, invitant le Gouvernement à prendre des mesures pour que les territoires de l'Union française reçoivent de la métropole les médicaments nécessaires à la santé publique, n° **32** (p. 48). — Rapport de M. Touré, n° **318** (p. 338).

2. Proposition de résolution présentée par M. Momo Touré et les membres du groupe des indépendants d'outre-mer, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi réorganisant le service de santé en Afrique, n° **79** (p. 65). — Cette proposition a été retirée le 10 juin 1948.

3. Proposition présentée par M. Touré et les membres du groupe des indépendants d'outre-mer, tendant à inviter le Gouvernement à faire des réformes urgentes permettant un ravitaillement rapide et convenable des territoires d'outre-mer en médicaments, objets de pansement et matériel sanitaire, n° **190** (p. 219). — Rapport de M. Touré, n° **318** (p. 338).

4. Demande d'avis présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification au décret du 20 mai 1910, relatif à la protection de la santé publique dans les établissements français de l'Océanie, n° **206** (p. 242). — Rapport de M. Borrey, n° **303** (p. 323).

5. Proposition présentée par M. Touré, et les membres du groupe des indépendants d'outre-mer, tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret du 7 janvier 1948 réglementant les obligations

professionnelles des médecins, pharmaciens, sages-femmes, diplômés de l'école de Dakar, n° **223** (p. 256). — Cette proposition a été retirée le 10 juin 1948.

6. Proposition présentée par le groupe des indépendants d'outre-mer, tendant à inviter le Gouvernement à assurer la continuité du rayonnement scientifique et culturel français dans les établissements français de l'Inde, par la création et l'entretien d'une mission médicale française à Pondichéry, n° **273** (p. 302). — Rapport de M. Borrey, n° **360** (p. 382). — Avis de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer présenté par Mlle Le Ber, n° **385** (p. 407).

7. Proposition présentée par M. Momo Touré et les membres du groupe des indépendants d'outre-mer, tendant à inviter le Gouvernement à élargir les dispositions du décret du 7 janvier 1948, qui réglemente à titre privé, l'exercice de la médecine, par les médecins, pharmaciens, sages-femmes africains et à transformer l'école de médecine de Dakar en faculté, n° **307** (p. 328).

8. Proposition présentée par le groupe des indépendants d'outre-mer, tendant à inviter le Gouvernement à exclure Dakar et la presqu'île du Cap Vert de la zone d'endémicité amarile, n° **324** (p. 345). — Rapport de M. Borrey, n° **432** (p. 448).

9. Proposition de résolution présentée par M. Borrey et les membres du groupe des indépendants d'outre-mer, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi portant création d'un institut supérieur de recherche, d'hygiène et de médecine tropicales, n° **369** (p. 390). — Rapport de M. Borrey, n° **452** (p. 464).

10. Demande d'avis présentée par M. le Président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Aujoulat, député, tendant à créer un institut supérieur de médecine et d'hygiène tropicales, n° **402** (p. 433). — Rapport de M. Borrey, n° **452** (p. 464).

11. Proposition de résolution présentée par M. Borrey, tendant à modifier le dispositif de l'article 3 de l'avis sur la proposition de loi de M. Aujoulat, député, tendant à créer un institut supérieur de médecine et d'hygiène tropicales, n° **486** (p. 493). — Rapport de M. Borrey, n° **497** (p. 502).

12. Demande d'avis présentée par M. le Président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Aujoulat, député, tendant à la réorganisation des services de la santé publique dans les territoires d'outre-mer de l'Union française, n° **403** (p. 434).

SAVARY, A. N.

Voy.: Défense nationale, § 7. — Emission, § 1. — F.I.D.E.S., § 2. — Intérêts commerciaux, industriels et agricoles. — Mesures monétaires, § 12. — Syndicats professionnels, § 1.

SAVI DE TOVE, Togo.

Voy.: Assemblée de l'Union française, VI. — Justice, VIII, § 1.

SAIDOU DJERMAKOYE, Niger.

Voy.: Agriculture, VI. — Assemblée de l'Union française, II, III.

SCHLEITER, C. R.

Voy.: Assemblée de l'Union française, XVIII, § 3, 4.

SCHMITT, A. N.

Voy.: Agriculture, II, § 2. — Carte générale des T.O.M. — Défense nationale, § 4. — Equipement, § 1, 2. — Marine marchande, I, § 1, 2.

SCHOCK, A. N.

Voy.: Chemins de fer, § 2. — Exportation, § 1. — Mesures monétaires, § 5.

SCHOELCHER. — Vœu présenté par MM. Camprasse et Julien et les membres du groupe socialiste, tendant à demander le transfert au Panthéon des cendres de Victor Schoelcher, libérateur des esclaves, n° **84** (p. 67). — Rapport de M. Hazoumé, n° **130** (p. 167).

SECOURS. — Voy.: Aide aux populations éprouvées.

SECURITE SOCIALE.

1. Proposition de résolution présentée par les membres du groupe socialiste S. F. I. O., tendant à introduire la sécurité sociale en Algérie par la voie de la procédure d'urgence, n° **2** (p. 18). — Rapport de M. Begarra, n° **46** (p. 51).

2. Proposition de résolution présentée par MM. Cianfarani, Baretaud, Rosfelder et les membres du groupe union-métropole-outre-mer, tendant à surseoir à la discussion sur la proposition d'introduction de la sécurité sociale en Algérie, par la voie de la procédure d'urgence, n° **21** (p. 44). — Cette proposition a été retirée le 12 février 1948.

3. Proposition de résolution présentée par MM. Thévenin, Coulibaly, Donnat et les membres du groupe communiste et apparentés et du groupe du rassemblement démocratique africain, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi portant organisation de la sécurité sociale dans les territoires d'outre-mer, n° **222** (p. 249).

SENEGAL. — Voy.: Agriculture, arachide, § 2. — Locaux, § 13 (Dakar-Rufisque). — Marine marchande. — Santé publique, §§ 5, 6 (Ecole de Dakar), § 8.

SINISTRES. — Voy.: Aide aux populations éprouvées.

SOCIALISTE S. F. I. O. (Groupe). — Voy.: Sécurité sociale, § 1.

SOCIETES COLONIALES. — Proposition de résolution présentée par MM. Louis Delmas, René Laurin, Michard-Pellissier et les membres du rassemblement républicain pour le progrès économique et social de l'Union française, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi rendant les sociétés coloniales imposables au lieu de leur siège social même si elles tiennent leurs assemblées générales en France et si elles y ont leur organes d'administration et de contrôle, n° **245** (p. 270).

SOCIETES INDIGENES DE PREVOYANCE.

1. Proposition présentée par MM. Sousatte, Razac, Jousselin, Catrice (Paul), Mlle Le Ber et les membres du groupe du mouvement républicain populaire, tendant à inviter le Gouvernement à transformer les sociétés indigènes de prévoyance de l'Afrique équatoriale française en sociétés coopératives de consommation, de production ou de construction, et les fonds communs de ces sociétés en société de crédit coopératif, n° **329** (p. 350).

2. Proposition de résolution présentée par MM. Gueye Momar Djim, Savary, Ebédé, Soppo Priso et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi modifiant l'organisation, la composition et le fonctionnement des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance, de prêts et secours mutuels agricoles, en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, n° **400** (p. 432).

SOPPO PRISO, Cameroun.

Voy.: Anciens combattants, § 2. — Assemblées représentatives, §§ 4, 13, 14. — Initiatives et activités économiques. — Justice, VII, § 3. — Organisation municipale, § 2.

SOUSATTE, Gabon.

Voy.: Droits fonciers et forestiers, § 1. — Locaux, logements, § 3. — Sociétés indigènes de prévoyance, § 1.

SYLVESTRE, Martinique.

Voy.: Equipement, § 5.

SYNDICATS PROFESSIONNELS.

1. Proposition présentée par MM. Chassiot, Coulibaly, Zinsou, Borrey et les membres du groupe communiste et apparentés et les groupes des indépendants d'outre-mer et du rassemblement démocratique africain, tendant à inviter le Gouvernement à accorder à M. M'Hamed Tahar, secrétaire général de l'union des syndicats confédérés du Maroc, le visa lui permettant d'entrer librement en France, avec demande de discussion d'urgence, n° **126** (p. 165). — Rapport de M. Savary, n° **135** (p. 169).

2. Proposition de résolution présentée par MM. Carroué, d'Arboussier, Mme Simone Bertrand et les membres du groupe communiste et apparentés et du groupe du rassemblement démocratique africain, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi abrogeant l'article 4 et certaines dispositions de l'article 5 du décret du 7 août 1944 instituant des syndicats professionnels en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun, au Togo et en Côte française des Somalis, n° **301** (p. 322). — Rapport de M. Chassiot, n° **381** (p. 404).

T

TAXE SUR LES VOYAGEURS. — Proposition présentée par M. Cianfarani et les membres du groupe union métropole-outre-mer, tendant à la suppression de la taxe sur les voyageurs d'Algérie, à leur embarquement pour la métropole, n° **147** (p. 171). — Cette proposition a été retirée le 10 juin 1948.

TCHAD. — Voy.: Coton. — Equipement, § 10.

TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES. — Voy.: Commission supérieure.

THEMIA, C. R.

Voy.: Agents généraux d'assurances. — Marine marchande, IV. — Réseau routier algérien. — Rhums antillais.

THEVENIN, A. N.

Voy.: Code du travail, §§ 9, 10. — Décret Régnier, § 2. — Pensions, § 3. — Prestations familiales, § 3. — Sécurité sociale, § 3.

TOGO. — Voy.: Assemblées représentatives, §§ 4, 10, 13. — Assemblée de l'Union française, VI. — Chambres de commerce, § 2. — Code du travail, § 3. — Ecole supérieure d'administration. — Elections, V. — Emission, § 4. — Enseignement, §§ 2, 4, 5. — Marine marchande, IV. — Or, § 2. — Organisation municipale, §§ 2, 5. — Sociétés indgènes de prévoyance, § 2. — Syndicats professionnels, § 2.

TOURE, Guinée.

Voy.: AGRICULTURE, VI, VII, § 2, XI. — ENSEIGNEMENT, CULTURE, § 1. — ÉTAT CIVIL. — SANTÉ PUBLIQUE, §§ 1, 2, 3, 5, 6.

TRAVAILLEURS. — I. **Nord-Africains.** — Proposition présentée par M. Catrice (Paul), tendant à demander au Gouvernement français de prendre plusieurs mesures en faveur du bien-être matériel et moral des travailleurs nord-africains en France, n° **177** (p. 192).

II. **Indochinois.** — Proposition présentée par MM. Paul Catrice, Max André et les membres du groupe M. R. P., tendant à demander au Gouvernement d'accélérer le plus possible le rapatriement des travailleurs indochinois volontaires ou requis en France, n° **230** (p. 260). — Rapport de M. Catrice (Paul), n° **345** (p. 373).

TUNISIE. — Voy.: OUVRIERS MAROCAINS ET TUNISIENS. — PENSIONS, § 2.

U

U. N. E. S. C. O. — Proposition présentée par MM. Paul Catrice, Marcel Griaule, Mme Lefaucheux et les membres du groupe du mouvement républicain populaire, tendant à la transformation de la commission nationale française auprès de l'U. N. E. S. C. O. en une commission de l'Union française et de la délégation française aux conférences internationales de l'U. N. E. S. C. O. en délégation de l'Union française, n° **138** (p. 169). — Rapport de M. Catrice (Paul), n° **223** (p. 262). — Avis de la commission des affaires extérieures présenté par Mme Lefaucheux, n° **250** (p. 275).

V

VAUTHIER, A. N.

Voy.: AGRICULTURE, XIV, §§ 1, 2, 3. — JUSTICE, III.

VENDENBOOMGAERDE, C. R.

Voy.: ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, IX, § 2; XV, § 4; XVII, § 5. — COLLECTIVITÉS LOCALES, § 3. — ELECTIONS, I. — EXPORTATION, § 2. — MARINE MARCHANDE, III. — MESURES MONÉTAIRES, § 4. — PRESTATIONS FAMILIALES, § 2.

VEHICULES AUTOMOBILES. — Proposition présentée par MM. Jacobson, R. Moreux, Schmitt, Schock et les membres du groupe du mouvement républicain populaire, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires au développement de la construction de véhicules automobiles de fabrication française pour les territoires d'outre-mer, n° **461** (p. 477).

VETERINAIRES AFRICAINS.

1. Proposition présentée par MM. Boubou Hama, Gabriel d'Arboussier, Carroué, Duqueroix et les membres du groupe du rassemblement démocratique africain et du groupe communiste et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice du statut des vétérinaires du cadre général aux « vétérinaires africains » exerçant les mêmes fonctions que les Européens, n° **332** (p. 352).

2. Proposition présentée par M. Lapart et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour revaloriser la situation du corps des vétérinaires africains: 1° Par une large intégration de ces derniers dans le cadre général; 2° Par la reconstruction rapide de l'école africaine de médecine vétérinaire créée et organisée par le décret du 12 juin 1946, n° **373** (p. 393).

VIET NAM. — Voy.: JUSTICE, IV.

1. Proposition présentée par M. Chevance-Bertin et les membres du groupe du rassemblement républicain pour le progrès économique et social de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour que cesse, à Paris et en France, l'activité de la délégation du Viet Nam qui est, en fait, la représentation d'Ho Chi Minh, que le Gouvernement a décidé d'écarter de toutes discussions ou négociations, n° **141** (p. 170).

2. Proposition présentée par MM. Jean Lautissier, Jacques Mitterrand, Gabriel d'Arboussier, Mme Simone Bertrand et les membres du groupe communiste et apparentés et du groupe du rassemblement démocratique africain, tendant à inviter le Gouvernement français à engager des pourparlers avec le Gouvernement de la république démocratique du Viet Nam, pour mettre un terme à la guerre d'Indochine, n° **227** (p. 259).

VISA POUR M. M'HAMED TAHAR. — Voy.: SYNDICATS PROFESSIONNELS.

VIVIER, A. N.

Voy.: ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, XVII, § 10. — DÉFENSE NATIONALE, § 6.

VOYAGE DU PRESIDENT DE L'UNION FRANÇAISE EN GUYANE ET AUX ANTILLES.

1. Vœu présenté par MM. Camprasse (Julien) et les membres du groupe socialiste S. F. I. O., tendant à envisager le rétablissement du voyage du Président de l'Union française en Guyane et aux Antilles, n° **67** (p. 61).

2. Vœu présenté par MM. Raymond Barbé, Jacques Mitterrand, Gabriel d'Arboussier, Jean-Paul Comiti et les membres du groupe communiste et apparentés et du rassemblement démocratique africain, tendant à envisager le rétablissement du voyage de M. le Président de la République, Président de l'Union française, aux Antilles et à la Guyane françaises, n° **214** (p. 244). — Rapport de M. Arnault, n° **234** (p. 264).

Y

YA DOUMBIA, Soudan.

Voy.: ECOLE SUPÉRIEURE D'ADMINISTRATION. — JUSTICE, VII, § 1. — ORGANISATION MUNICIPALE, § 1.

Z

ZINSOU, Dahomey.

Voy.: ELECTIONS, IV, § 2. — MARINE MARCHANDE, IV.

Paris. — Imprimerie des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.